

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Éloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin·e* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.04.25

#Objet : Question orale de Madame Laure Henvard (MR-Les Engagés-VLD-CDV) : financement du sport à Auderghem #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les échevins et échevins, chers collègues,
Dans son édition des 1er et 2 mars, le journal Le Soir consacrait 9 pages au sport à Bruxelles sous le titre général « Le sport à bout de souffle », grâce au travail de douze étudiants de l'IHECS.
Entre autres choses, on y découvre un article traitant du financement des infrastructures sportives avec une analyse portant sur les sources de financement disponibles entre région, communes, COCOF et même COCOM.

Une carte de la répartition des subsides régionaux attribués aux infrastructures sportives en euro par habitant est proposée. Elle couvre la période 2019-2024. Les disparités entre communes bruxelloises interpellent : le maximum est atteint par la commune de Saint Gilles avec 213,70 euros par habitant, le minimum est l'apanage de notre commune d'Auderghem avec... 19,30 euros par habitant. Nos voisins immédiats sont apparemment mieux servis : 126,80 euros à Woluwé-Saint-Pierre et 68,3 euros à Watermael-Boitsfort. D'après le journal, les subsides régionaux sont attribués via des appels à projet. Le financement régional est de 70 à 75%, le reste est à charge des communes.

Mes questions sont les suivantes :

- Pouvez-vous confirmer et expliquer la faiblesse des subsides régionaux attribués à Auderghem ?
- Pouvez-vous nous préciser si des projets ont été déposés par la commune et quel en était l'objet ? Par ailleurs, certains de ces projets ont-ils été refusés par la région et pour quels motifs ?
- Un budget communal était-il réservé pour couvrir les 25 à 30% non subsidiés de ces projets ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

- **Réponse d'Éloïse Defosset, Échevine**

Madame la Conseillère,

Je vous remercie pour votre question qui me permet quelque peu d'aborder notre politique sportive à Auderghem.

Avant de répondre à vos questions, j'aimerais revenir sur les chiffres annoncés dans la presse concernant la

répartition des subsides régionaux attribués aux infrastructures sportives durant la dernière législature. Car, Le Soir lui-même indique ne trouver nulle part de chiffres totaux exacts sur les investissements des autorités publiques dans le Sport en Région Bruxelles-Capitale.

Il n'y a en effet pas de détails dans l'article sur la manière dont est calculé le montant par habitant et ce qui est réellement pris en compte pour établir ce montant. Il est donc difficile de dégager des explications précises et objectives sans connaître notamment ce détail.

Si la presse dégage un montant de 19,30 EUR par habitant de subsides reçus pour Auderghem, d'après mes calculs, nous avons obtenu des subsides totaux d'un montant de 932.558 EUR, ce qui revient à 26,42 EUR par habitant.

A ceci, il faut encore ajouter toutes les aides accordées directement aux clubs sportifs par les différents organismes publics. Je n'ai pas de cadastre précis de tous ces montants à vous communiquer. A part bien entendu les subsides que la Commune et la Commission Consultatives des Sports d'Auderghem octroient aux clubs auderghemois pour un montant total annuel de 55.000 EUR (30.000 EUR à ceux qui pratiquent au CSFS et en moyenne 25.000 EUR aux clubs qui pratiquent au sein de nos infrastructures). Depuis 2023, le montant total moyen des subsides accordés par la Commune passent de 55.000 à 63.000 EUR avec la délivrance de nos chèques piscines.

Durant la précédente législature, nous avons rentré quatre projets. Trois ont été retenus. Ces projets en partie subsidiés sont soit réalisés soit en cours :

1. Le nouveau terrain synthétique T2 au stade communal qui est désormais en fibre de Liège dernière génération.
2. Le coût total a été de 470.000 EUR. Au moment de l'appel à projets 2018-2020, nous l'avions à l'époque estimé à 400.000 EUR et nous avons pu décrocher le subside de 240.000 EUR ; soit 60% du montant du projet.
3. C'était d'ailleurs l'époque où Fadila Laanan, Secrétaire d'État en charge des Infrastructures Sportives, avait annoncé par voie de presse en 2019, dégager une enveloppe supplémentaire de plus de 10.000.000 EUR pour le remplacement des terrains synthétiques en billes SBR alors que les appels à projets étaient déjà clôturés. Je lui avais donc personnellement écrit pour lui demander de considérer dans l'octroi des subsides régionaux, notre second terrain en SBR, le T4. La réponse fut négative. C'est le seul projet qui a reçu une fin de non-recevoir. Après coup, tant mieux pour nos deniers publics puisque c'est ce terrain que nous souhaitons convertir en un mixte hockey/foot.
4. Pour le projet de rénovation de nos gradins et tribunes au stade, nous avons obtenu le prêt de 542.558 €, qui représente 100% de l'estimation des travaux. Nous venons d'ailleurs de recevoir les plans de l'architecte et devons lancer le marché dans les prochains jours.

Enfin, nous avons obtenu le subside maximum plafonné à 150.000 EUR pour notre SkatePark, ce qui représente 47% du coût total du projet qui s'élève à 320.000 EUR.

Pour réaliser ces projets partiellement subsidiés - et tous les autres projets d'ailleurs - oui bien entendu le budget communal couvre le reste de la dépense.

Inutile par ailleurs de préciser que nous serons attentifs aux prochains appels à projets pour tenter de décrocher des subventions pour la réalisation des objectifs de ces prochaines années. Encore faut-il que le Gouvernement bruxellois se forme pour dégager les enveloppes et lancer les appels à projets.

Heureusement, Auderghem a une forte capacité d'investissements sur fonds propres qui nous permet de tout de même avancer sur nos projets ; contrairement aux communes super subsidiées qui sont davantage en souffrance par cette absence de Gouvernement.

Il est aussi à souligner que lorsque l'on veut réaliser un projet, il faut - surtout en tant que service public - s'armer de patience car entre le moment où nous lançons sur les rails les prémices d'un projet et le moment de sa réalisation, plusieurs années s'écoulent. Les procédures sont longues, techniques et extrêmement cadrées : il y a la désignation des architectes, les études de faisabilité, l'introduction parfois de permis d'urbanisme, la modification ou la validation des plans, la rédaction des cahiers des charges techniques et administratifs, avant de pouvoir enfin lancer le marché, l'attribuer via la désignation pour ensuite l'exécuter ce, sans les imprévus inhérents à tout projet. J'ajoute qu'un projet subsidié sera encore plus « sous pression » au vu des délais spécifiques d'exécution qui sont imposés et qui doivent être respectés.

La politique avec le service des Sports a toujours été de déterminer les priorités/projets via un plan triennal/quinquennal pour fixer clairement la vision. Dans ce sens, solliciter les subsides en conscience ; en

connaissance du terrain, de ce qui est possible, réalisable ce, afin de réellement arriver à finaliser nos projets et s'exécuter dans le respect de nos moyens financiers et humains. L'arrivée récente d'un subsidiologue au sein de l'administration communale devrait par ailleurs nous soutenir davantage dans la recherche et l'introduction de dossiers supplémentaires et soulager ainsi notre investissement propre. Cela n'est jamais de refus.

A savoir aussi qu'à Auderghem, la politique sportive a toujours été une priorité depuis des décennies. Pour rappel, nous avons 2 centres sportifs, un stade et un boulodrome ; accueillant des disciplines diverses et variées. Je lis que certaines communes sollicitent des subsides pour pouvoir créer des salles omnisports ou rénover des piscines. Nous n'en avons pas besoin, nous pouvons déjà offrir des infrastructures sportives de haute qualité qui répondent au besoin et considérant aussi, bien évidemment les espaces disponibles pour ce faire.

Je tiens à clôturer avec des chiffres concrets en rappelant que pour l'ensemble de la législature précédente, à savoir les exercices 2019-2024, la dépense totale pour le Sport (qui comprend les travaux, les divers équipements, les subsides que nous octroyons, etc.) s'élève à plus 3.397.032 EUR sur 35.300 habitants, ce qui représente plus de 96,23 EUR dépensés dans le sport par habitant à Auderghem.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 08 mai 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Éloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira,
Gemeenteraadsleden ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.04.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Laure Henvard (MR-Les Engagés-VLD-CDV):
financiering van sport in Oudergem #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester, Dames en heren schepenen, beste collega's,
In haar editie van 1 en 2 maart wijdde de krant Le Soir 9 pagina's aan de sport in Brussel onder de algemene titel "De sport buiten adem", dankzij het werk van twaalf studenten van de IHECS. Onder andere ontdekte men een artikel over de financiering van sportinfrastructuren met een analyse van de beschikbare financieringsbronnen tussen de regio, gemeenten, COCOF en zelfs COCOM. Er werd een kaart gepresenteerd met de verdeling van de regionale subsidies die aan sportinfrastructuren werden toegekend in euro per inwoner. Deze kaart bestrijkt de periode 2019-2024. De verschillen tussen de Brusselse gemeenten vallen op: het maximum wordt bereikt door de gemeente Sint-Gillis met 213,7 euro per inwoner, het minimum is voor onze gemeente Oudergem met... 19,3 euro per inwoner. Onze onmiddellijke burens lijken blijkbaar beter bediend te zijn: 126,8 euro in Sint-Pieters-Woluwe en 68,3 euro in Watermaal-Bosvoorde. Volgens de krant worden de regionale subsidies toegekend via projectoproepen. De regionale financiering bedraagt 70 tot 75%, de rest wordt gedragen door de gemeenten.

Mijn vragen zijn de volgende:

- Kunt u de lage regionale subsidies voor Oudergem bevestigen en toelichten?
- Kunt u ons verduidelijken of er projecten werden ingediend door de gemeente en wat het doel ervan was?
- Werden sommige van deze projecten afgewezen door de regio en zo ja, om welke redenen?
- Was er een gemeentelijk budget gereserveerd om de 25 tot 30% niet-gesubsidieerde kosten van deze projecten te dekken?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

- **Antwoord van Éloïse Defosset, Schepen**

Mevrouw de Gemeenteraadslid,

Ik dank u voor uw vraag, die mij de gelegenheid biedt om enig licht te werpen op het sportbeleid in Oudergem.

Vooraleer ik op uw concrete vragen inga, wil ik graag eerst even terugkomen op de cijfers die in de pers verschenen zijn over de verdeling van de gewestelijke subsidies voor sportinfrastructuur tijdens de vorige legislatuur. Want zelfs Le Soir geeft aan nergens exacte totaalcijfers te vinden over de publieke investeringen in sport in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In het artikel worden inderdaad geen details gegeven over hoe het bedrag per inwoner is berekend, noch over wat er precies wordt meegerekend om tot dat bedrag te komen. Het is dus moeilijk om heldere en objectieve verklaringen te geven zonder dat cruciale detail te kennen.

Als de pers een bedrag van 19,30 EUR per inwoner aan subsidies voor Oudergem naar voren schuift, dan kom ik zelf – op basis van mijn berekeningen – uit op een totaal aan ontvangen subsidies van 932.558 EUR, wat neerkomt op 26,42 EUR per inwoner.

Daarbij moet nog gerekend worden met de rechtstreekse steun die sportclubs krijgen van allerlei overheidsinstanties. Ik beschik niet over een gedetailleerd overzicht van al deze bedragen. Wat ik u wel kan meedelen, zijn uiteraard de subsidies die de gemeente en de Adviesraad voor Sport van Oudergem jaarlijks toekennen aan Oudergemse sportclubs, ten belope van 55.000 EUR (waarvan 30.000 EUR voor clubs actief in het CSFS en gemiddeld 25.000 EUR voor clubs die gebruikmaken van gemeentelijke infrastructuur). Sinds 2023 is het totale jaarlijkse subsidiebedrag gestegen tot gemiddeld 63.000 EUR, dankzij de invoering van onze zwembonnen.

Tijdens de vorige legislatuur hebben we vier projecten ingediend. Drie daarvan zijn geselecteerd en zijn deels gesubsidieerd – sommige reeds gerealiseerd, andere in uitvoering:

1. Het nieuwe synthetische veld T2 op het gemeentelijk stadion, dat nu uitgerust is met de nieuwste generatie kurkvezel. De totale kostprijs bedroeg 470.000 EUR. Bij de projectoproep 2018-2020 werd de kost toen geschat op 400.000 EUR. We verkregen een subsidie van 240.000 EUR, oftewel 60% van de projectkost.
2. In diezelfde periode kondigde Fadila Laanan, Staatssecretaris bevoegd voor Sportinfrastructuur, in de pers aan dat er een extra enveloppe van meer dan 10.000.000 EUR werd vrijgemaakt voor de vervanging van SBR-synthetische velden, terwijl de projectoproep al was afgesloten. Ik heb haar toen persoonlijk geschreven om te vragen of ook ons tweede SBR-veld, het T4, in aanmerking kon komen voor die subsidies. Het antwoord was negatief. Dit was het enige project waarvoor we een formeel negatief antwoord ontvingen. Achteraf gezien misschien maar goed voor onze gemeentekas, want dit veld willen we nu omvormen tot een gemengd hockey/voetbalveld.
3. Voor het renovatieproject van onze tribunes op het stadion hebben we een lening gekregen van 542.558 EUR, goed voor 100% van de geschatte werken. We hebben zopas de plannen van de architect ontvangen en zullen binnen enkele dagen de aanbestedingsprocedure starten.
4. Voor het SkatePark hebben we de maximumsubsidie van 150.000 EUR verkregen, wat 47% van de totale projectkost van 320.000 EUR vertegenwoordigt.

Voor de uitvoering van deze gedeeltelijk gesubsidieerde projecten – en trouwens ook voor alle andere projecten – wordt het resterende bedrag uiteraard gedekt door het gemeentebudget.

Het spreekt voor zich dat we zeer aandachtig zullen zijn bij toekomstige projectoproepen om subsidies te bemachtigen voor onze doelstellingen op middellange en lange termijn. Maar daarvoor moet het Brussels Gewest uiteraard eerst een regering vormen, de nodige budgetten vrijmaken en projectoproepen lanceren.

Gelukkig beschikt Oudergem over een sterke investeringscapaciteit met eigen middelen, wat ons toelaat om desondanks verder te gaan met onze projecten – in tegenstelling tot sommige gemeenten die bijzonder veel subsidies ontvangen maar nu stagneren wegens het ontbreken van een gewestregering.

Het is ook belangrijk te onderstrepen dat wanneer men als openbare dienst een project wil realiseren, men zich moet wapenen met geduld. Tussen het eerste idee en de effectieve realisatie verlopen vaak meerdere jaren. De procedures zijn lang, technisch en strikt gereguleerd: aanstelling van architecten, haalbaarheidsstudies, soms stedenbouwkundige vergunningen, aanpassing of goedkeuring van plannen, opmaak van technische en administratieve lastenboeken, en pas dan kunnen we overgaan tot aanbesteding, toewijzing en uitvoering – en dat nog zonder rekening te houden met onvoorziene omstandigheden die eigen zijn aan elk project.

Een gesubsidieerd project staat bovendien onder extra tijdsdruk door de specifieke deadlines die opgelegd worden en gerespecteerd moeten worden.

Onze aanpak in samenwerking met de Dienst Sport is altijd geweest om de prioriteiten en projecten te

bepalen via een drie- of vijfjarenplan, met een duidelijke visie. In dat kader vragen we subsidies aan met kennis van zaken, op basis van wat realistisch en haalbaar is, zodat we onze projecten ook effectief kunnen afronden binnen de grenzen van onze financiële en menselijke middelen.

De recente aanwerving van een subsidie-expert binnen de gemeentelijke administratie zal ons in de toekomst nog beter ondersteunen in het opsporen en indienen van bijkomende subsidiedossiers, en zo ook onze eigen investeringen verlichten. Dat is altijd welkom.

Verder moet u weten dat sport in Oudergem al decennialang een prioriteit is binnen het gemeentebeleid. Ter herinnering: we beschikken over twee sportcentra, een stadion en een petanquedroom, waar tal van uiteenlopende sporten worden beoefend. Ik lees dat sommige gemeenten subsidies aanvragen om sportzalen of zwembaden te bouwen of te renoveren. Wij hebben daar geen nood aan – wij bieden nu al sportinfrastructuur van hoge kwaliteit aan die voldoet aan de behoeften, rekening houdend met de beschikbare ruimten.

Tot slot wil ik eindigen met concrete cijfers. Over de gehele vorige legislatuur, namelijk de werkingsjaren 2019-2024, bedroegen de totale uitgaven voor sport – inclusief werken, uitrusting, subsidies enz. – meer dan 3.397.032 EUR. Voor een bevolking van 35.300 inwoners komt dit neer op meer dan 96,23 EUR aan sportuitgaven per inwoner in Oudergem.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 08 mei 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, *Conseillers
communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin·e* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.04.25

**#Objet : Question orale de Monsieur Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre) : système
d'inscription en crèche #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Depuis 2020, la commune d'Auderghem a mis en place avec succès un système d'inscription centralisé en ligne permettant aux futurs parents d'inscrire facilement leurs enfants dans les différentes crèches communales. Outre l'inscription centralisée, ce logiciel novateur développé à l'initiative d'Auderghem regroupe différentes fonctions utiles à la gestion d'une crèche, telles une facturation automatisée, l'encodage des horaires du personnel, la prévision de leurs congés, les menus des enfants ou le calendrier des vaccins, par exemple.

Il y a quelques semaines, la presse faisait l'écho du lancement par l'ONE d'une nouvelle propre plateforme. Dans son dépliant de promotion, l'ONE explique avoir mis en place un logiciel de pré demande permettant au citoyen de suivre l'évolution de sa demande de place directement dans l'application, de recevoir des notifications des milieux d'accueil ou des communications de l'ONE

L'encodage des demandes permettrait à l'ONE de mieux guider les futures ouvertures de place d'accueil en fonction des besoins locaux.

Dans ce contexte, je souhaiterais vous poser quelques questions afin de mieux comprendre les implications pour notre commune :

1. Avez-vous eu des informations particulières concernant cette annonce de l'ONE
2. Les communes et les crèches ont-elles été consultées en amont du développement de cette nouvelle plateforme de l'ONE ? Avez-vous eu des informations particulières concernant cette annonce de l'ONE ?
3. Quelles sont les principales différences entre le système actuellement utilisé par la commune d'Auderghem et celui proposé par l'ONE ?
4. Le système mis en place par l'ONE est-il destiné à devenir obligatoire à terme pour toutes les crèches relevant de son réseau ?
5. Quels sont les impacts organisationnels et/ou budgétaires potentiels pour notre commune suite à la mise en place éventuelle de cette nouvelle plateforme de l'ONE ?

Je vous remercie d'avance pour votre réponse.

• **Réponse de Madame Florence Couldrey, Échevine**

Monsieur Le Conseiller,

Je vous remercie pour votre question.

La mise en place d'un système de pré-demande d'inscription fait partie des « grandes idées » de la Réforme MILAC, mise en place lors de la législature précédente.

Si le système est actuellement facultatif, en septembre 2025, il deviendra obligatoire et est voué à être une condition préalable à la possibilité d'inscrire son enfant en crèche.

Les communes n'ont pas été consultées par l'ONE en amont du développement du projet.

Il y a un an, en avril 2024, les communes ont assisté à une présentation du système.

Parmi les inquiétudes évoquées par les communes:

- Le risque de confusion : les parents pourraient penser que ce système garantit une inscription définitive dans le milieu d'accueil sollicité alors que ce n'est pas le cas. Ainsi, un dépliant de l'ONE explique aux parents que « la pré-demande introduite auprès du logiciel de l'ONE permettra de suivre l'évolution de sa demande de place directement dans l'application, de recevoir des notifications des milieux d'accueil ou des communications de l'ONE. Quant au processus d'inscription ou encore de bénéficier de l'aide de nos équipes le cas échéant ».
- Le risque d'alourdir la charge administrative. Les milieux d'accueil vont probablement devoir faire face à une augmentation de demande de places d'accueil. Or, on le sait, la demande est bien plus importante que l'offre. Au niveau des crèches communales, chaque commune privilégie ses habitants.... ce que ne réalise pas nécessairement le citoyen lambda.
- Une complexification administrative : les parents vont devoir effectuer une double démarche. Avec ce système, ils vont devoir introduire une pré-demande, obtenir un numéro, puis enfin pouvoir contacter chaque milieu d'accueil avec un numéro. En pratique, des parents risquent de contacter chacune de nos crèches communales, alors que nous avons un système d'inscription centralisé performant et que les places sont attribuées en priorité aux auderghemois. Les parents vont poser des questions, demander de l'aide, expliquer qu'ils sont désespérés car ils n'ont pas de solution dans leur commune et nous ne pourrons pas les aider.

L'ONE justifie la mise en place de son système en expliquant que cela permettra d'identifier les besoins par localité et de guider les futures programmations.

Quand on sait qu'en Fédération Wallonie Bruxelles, en moyenne, seuls 4 enfants sur 10 ont une place en crèche, on est en droit de s'interroger sur l'intérêt réel du système.

Un doute est également permis quant à la fiabilité des données récoltées. A titre d'exemple, le système de pré-demandes de l'ONE ne tient pas compte des demandes faites par les parents aux crèches agréées par Kind et Gezin, et ce, alors qu'à Bruxelles, elles sont nombreuses.

Au niveau de la gestion de crèche et de la centralisation des inscriptions, le logiciel BE KID, imaginé par la commune d'Auderghem en 2019 est efficace.

Utilisé dans 17 des 19 communes bruxelloises et ailleurs en Wallonie, le système attribue un numéro à chaque demande d'inscription, classe automatiquement les demandes selon l'ordre chronologique et les priorités, ce qui permet de faciliter l'attribution de place et la transparence.

A notre sens, il serait préférable de se concentrer à traiter les priorités, plutôt que d'imposer un système de pré-demande d'inscription qui implique des coûts de développement et des frais de gestion. A cette fin, en février dernier, nous avons contacté la cellule Petite Enfance du Cabinet Lescrenier, pour échanger les priorités et suggérer des propositions. Parmi elles :

Le soutien aux structures d'accueil privées

Comme la FEMAPE, la Fédération des Milieux d'accueil de la Petite Enfance, nous pensons que soutenir les structures privées suppose en priorité de modifier et d'annuler certaines mesures de la Réforme MILAC qui engendrent une complexification administrative et impactent la viabilité des crèches.

Il est notamment important de :

- Permettre aux directions de crèches de continuer à exercer en personne physique avec une déduction

des frais forfaitaires plutôt que de les obliger à exercer en personne morale, ce qui suppose notamment des frais de comptabilité.

- Permettre aux directions de continuer à travailler avec du personnel indépendant plutôt que de leur imposer de travailler exclusivement avec du personnel salarié, ce qui implique des charges sociales qui ne peuvent pas être reportées sur les factures des parents.
- Continuer à autoriser l'ouverture de milieu d'accueil sans imposer une capacité qui soit un multiple de 7. Avec la Réforme MILAC, toute nouvelle crèche doit offrir minimum 14 places. Ceci revient à devoir trouver un espace commercial d'environ 100M2 avec un extérieur à tarif abordable. Or, on le sait, la majorité des maisons offrent un rez-de-chaussée avec une superficie variant de 60 à 85 M2.

Il serait aussi bénéfique de créer un trait d'union entre le secteur public et le secteur privé.

Cela pourrait se faire, par exemple, au travers de la mise à disposition à tarif réduit de locaux aménagés selon les normes de l'ONE et du SIAMU. L'avantage serait direct pour les milieux d'accueil qui ont du mal à trouver un bien à tarif accessible et pour qui, il est compliqué de faire accepter à un propriétaire des installations qui ne représentent aucun intérêt pour lui.

Pour les communes, disposer des bâtiments conformes à tarif accessible permettrait d'attirer des milieux d'accueil privés.

Par ailleurs, la mise en place de chèque « accueil-enfants » déductibles fiscalement pour les entreprises faciliterait l'accessibilité aux crèches privées. Si, en crèche communale, le tarif d'une place à temps plein pour une famille aux revenus moyens revient à environ 550 euros par mois, en crèche privée, le tarif varie approximativement de 750 à 1250 euros.

L'amélioration des conditions de travail des puéricultrices est également essentielle.

« On manque de bras », voilà l'appel des puéricultrices.

Selon l'ONE, les crèches subventionnées doivent ouvrir minimum 10h30 ce qui suppose 1,5 ETP pour encadrer 7 enfants.

Autrement dit, une section de 14 enfants implique l'emploi de 3 puéricultrices à temps plein. Ça, c'est pour la théorie.

En pratique, comme les parents peuvent choisir au quotidien l'heure d'arrivée et l'heure de départ de leur enfant, il faudrait non pas 3 ETP pour une section de 14 enfants mais 4 ETP.

En effet, une puéricultrice travaille environ 7h30 par jour et trouver du personnel acceptant de travailler quotidiennement juste 3h par jour est impossible.

A cela s'ajoute la nécessité d'engager du personnel surnuméraire pour pallier à l'absentéisme du personnel.

D'un point de vue budgétaire, la Fédération Wallonie Bruxelles n'a jamais eu les moyens d'offrir des subventions conformes aux normes d'encadrement qu'elle impose. Vu le contexte budgétaire actuel, elle ne pourra vraisemblablement pas dégager un budget pour « offrir plus de bras », comme le réclame à chaque grève le personnel.

Dans ce contexte, une option pourrait être de laisser une certaine autonomie de gestion au pouvoir organisateur, pour qu'il puisse demander aux parents de réserver un créneau de présence défini de 8H30 ou 9h. Cela permettrait aux directions d'agencer au mieux l'horaire de leur personnel.

La mise en œuvre de mesures pour contrer une pénurie puéricultrice /auxiliaire de l'enfance est également nécessaire. A cet égard, plusieurs actions pourraient être envisagées.

- La mise en place d'une cellule spécifique de valorisation des compétences pour les puéricultrice/auxiliaires de l'enfance pour le personnel qui dispose de l'expérience mais pas des titres requis ;
- Le fait d'assurer une indemnité aux personnes qui se réorientent vers une formation qualifiante en petite enfance de façon qu'elles puissent quitter un travail qui ne leur conviendrait pas pour s'orienter vers un métier « passion ».

Parmi les autres mesures prioritaires, il serait aussi pertinent de créer des passerelles entre l'ONE et Kind&Gezin.

En novembre dernier, Le Soir, révélait « En périphérie bruxelloises, la fermeture de nombreuses crèches francophones suscite l'indignation ». A Bruxelles, la situation semble identique. Pour raison linguistique, des crèches agréées par Kind&Gezin semblent être amenées à fermer. Il est vrai que trouver des puéricultrices bilingues relève du défi quand on sait que le métier est pénurie et que moins de 10% de la population remplit

sa déclaration fiscale en néerlandais. Pour éviter de devoir fermer pour raison linguistique, certaines structures actuellement agréées par Kind&Gezin auraient intérêt à solliciter un agrément auprès de l'ONE. Malheureusement, les normes d'agrément étant différentes, notamment au niveau des superficies nécessaires, elles ne peuvent le faire.

Une note plus complète, étayée par des propositions concrètes, sera envoyée prochainement au Cabinet Lescrenier. Grâce à une volonté au niveau fédéral, certains pays comme l'Allemagne, ont évolué positivement en matière d'accueil de la Petite Enfance. En Belgique, aujourd'hui, pour pallier au manque de place, certaines familles se tournent vers des structures non agréées avec tous les risques que cela comporte. Monsieur le Conseiller, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 25 avril 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira,
Gemeenteraadsleden ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.04.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre):
inschrijvingssysteem voor kinderopvang #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Beste Collega's,

Sinds 2020 heeft de gemeente Auderghem met succes een centraal online inschrijvingssysteem geïmplementeerd, waarmee toekomstige ouders hun kinderen eenvoudig kunnen inschrijven in de verschillende gemeentelijke kinderopvangcentra. Naast de gecentraliseerde inschrijving biedt deze innovatieve software, ontwikkeld op initiatief van Auderghem, verschillende functies die nuttig zijn voor het beheer van een kinderopvang, zoals automatische facturering, het inplannen van de werktijden van het personeel, het plannen van hun verlof, de menu's voor de kinderen of het vaccinatieschema, bijvoorbeeld. Enkele weken geleden werd in de pers gemeld dat de ONE een nieuw eigen platform heeft gelanceerd.

In haar promotiefolder legt de ONE uit dat ze een aanvraagsoftware heeft ontwikkeld waarmee de burger de voortgang van zijn aanvraag voor een plaats rechtstreeks in de applicatie kan volgen en meldingen van opvangcentra of communicatie van de ONE kan ontvangen.

Het registreren van de aanvragen zou de ONE in staat stellen om toekomstige plaatsingen beter af te stemmen op de lokale behoeften.

In dit kader zou ik u enkele vragen willen stellen om de implicaties voor onze gemeente beter te begrijpen:

1. Heeft u specifieke informatie ontvangen met betrekking tot deze aankondiging van de ONE?
2. Werden de gemeenten en de kinderopvangcentra geraadpleegd voordat de ontwikkeling van dit nieuwe platform van de ONE begon? Heeft u specifieke informatie ontvangen over deze aankondiging van de ONE?
3. Wat zijn de belangrijkste verschillen tussen het systeem dat momenteel door de gemeente Auderghem wordt gebruikt en dat van de ONE?
4. Is het systeem dat door de ONE is geïmplementeerd bedoeld om op termijn verplicht te worden voor alle kinderopvangcentra die onder haar netwerk vallen?
5. Wat zijn de mogelijke organisatorische en/of budgettaire gevolgen voor onze gemeente na de mogelijke implementatie van dit nieuwe platform van de ONE?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoord.

• **Antwoord van mevrouw Florence Couldrey, Schepen**

Geachte heer raadslid,

Dank u wel voor uw vraag.

De invoering van een systeem voor voorinschrijving maakt deel uit van de “grote ideeën” van de MILAC-hervorming, die tijdens de vorige legislatuur werd ingevoerd.

Hoewel het systeem momenteel nog optioneel is, zal het vanaf september 2025 verplicht worden en een voorwaarde vormen om een kind te kunnen inschrijven in een kinderdagverblijf.

De gemeenten zijn door Kind en Gezin (ONE) niet geconsulteerd bij de ontwikkeling van dit project.

Een jaar geleden, in april 2024, kregen de gemeenten een presentatie van het systeem.

Onder de bezorgdheden die de gemeenten hebben geuit:

- Het risico op verwarring: ouders zouden kunnen denken dat dit systeem hen een definitieve plaats in het aangevraagde opvanginitiatief garandeert, terwijl dat niet het geval is. Een folder van de ONE stelt dat “de vooraanvraag via de software van de ONE ouders in staat stelt om de evolutie van hun aanvraag te volgen via de toepassing, meldingen te ontvangen van opvanginitiatieven of communicatie van de ONE, evenals hulp te krijgen bij het inschrijvingsproces.”
- Verhoogde administratieve belasting: opvanginitiatieven zullen waarschijnlijk geconfronteerd worden met een toename in het aantal aanvragen, terwijl we weten dat de vraag het aanbod ruim overstijgt. In de gemeentelijke crèches geven we voorrang aan inwoners van de eigen gemeente... iets waar de doorsnee burger zich niet altijd van bewust is.
- Administratieve complexiteit: ouders zullen twee stappen moeten ondernemen. Eerst een vooraanvraag doen om een nummer te verkrijgen, daarna moeten ze elk opvanginitiatief afzonderlijk contacteren met dat nummer. In de praktijk riskeren ouders al onze gemeentelijke crèches te contacteren, terwijl wij beschikken over een efficiënt gecentraliseerd inschrijvingssysteem waarbij de plaatsen prioritair aan Oudergemse inwoners worden toegewezen. Ouders zullen vragen stellen, om hulp vragen, zeggen dat ze geen oplossing vinden in hun eigen gemeente — en wij zullen hen niet kunnen helpen.

De ONE rechtvaardigt haar systeem door te stellen dat het zal toelaten om de noden per gemeente te identificeren en toekomstige programmatie te sturen.

Maar als we weten dat in de Federatie Wallonië-Brussel gemiddeld slechts 4 op 10 kinderen een plaats in de kinderopvang vindt, dan is het legitiem om te twijfelen aan de meerwaarde van het systeem.

Er bestaan bovendien twijfels over de betrouwbaarheid van de verzamelde gegevens. Zo houdt het systeem geen rekening met aanvragen bij crèches erkend door Kind en Gezin — terwijl er daarvan heel wat zijn in Brussel.

Wat het beheer van crèches en inschrijvingen betreft, is de BE KID-software, ontwikkeld door de gemeente Oudergem in 2019, bijzonder doeltreffend.

Ze wordt gebruikt in 17 van de 19 Brusselse gemeenten én elders in Wallonië.

Elke inschrijving krijgt een nummer, aanvragen worden automatisch chronologisch en volgens prioriteiten gerangschikt, wat de toewijzing transparanter en efficiënter maakt.

Volgens ons zou het zinnvoller zijn om in te zetten op de echte prioriteiten, in plaats van een systeem op te leggen dat kosten met zich meebrengt.

In februari hebben we daarom contact opgenomen met de cel Kinderopvang van het kabinet Lescrenier, om prioriteiten uit te wisselen en voorstellen te formuleren. Enkele daarvan zijn:

Ondersteuning van privé-opvangstructuren

Net zoals FEMAPE (Fédération des Milieux d’Accueil de la Petite Enfance), zijn wij van mening dat dit inhoudt:

- Dat de uitbaters als natuurlijke personen mogen blijven werken en forfaitaire kosten mogen aftrekken, in plaats van als rechtspersonen met verplichte boekhoudkundige lasten;
- Dat men mag samenwerken met zelfstandigen, in plaats van verplicht personeel in loondienst te moeten nemen (met bijkomende sociale lasten);

- Dat nieuwe opvanginitiatieven ook onder de 14 plaatsen mogelijk blijven, aangezien het huidige minimum leidt tot moeilijk haalbare eisen qua ruimte (100m² met tuin), terwijl de meeste huizen een gelijkvloers van slechts 60 à 85m² hebben.

Een brug slaan tussen publieke en private sector is ook wenselijk, bijvoorbeeld via:

Het aanbieden van aangepaste lokalen tegen gunstige tarieven, die voldoen aan de normen van ONE en SIAMU. Dit helpt opvangstructuren met beperkte middelen en maakt het voor gemeenten makkelijker om nieuwe initiatieven aan te trekken.

De invoering van fiscaal aftrekbare "kinderopvangcheques" voor bedrijven, om toegang tot privécrèches te vergemakkelijken. Terwijl een plaats in een gemeentelijke crèche gemiddeld 550 euro/maand kost voor een gezin met gemiddeld inkomen, varieert de prijs in de privésector van 750 tot 1250 euro.

Verbetering van de werkomstandigheden van kinderverzorgsters

We komen handen tekort — dat is de boodschap van het personeel.

Volgens ONE moeten gesubsidieerde crèches minstens 10,5 uur per dag open zijn, wat 1,5 VTE per 7 kinderen betekent. Voor 14 kinderen zijn dat 3 voltijdse verzorgsters.

Maar in de praktijk — met flexibele ophaal- en brenguren — heb je eerder 4 VTE nodig.

Daarnaast is er extra personeel nodig om afwezigheden op te vangen.

De Federatie Wallonië-Brussel heeft nooit het budget gehad om de opgelegde normen correct te subsidiëren, en het ziet er niet naar uit dat dat zal veranderen.

Een piste zou kunnen zijn om meer autonomie te geven aan de organisator, zodat ouders vaste aanwezigheidsblokken kunnen reserveren — dit maakt een betere personeelsplanning mogelijk.

Oplossingen voor het personeelstekort

Bijvoorbeeld:

- Een waarderingscel oprichten voor medewerkers met ervaring maar zonder diploma's;
- Het voorzien van een opleidingsvergoeding voor wie zich wil herscholen naar de kinderopvang.

ONE en Kind&Gezin dichter bij elkaar brengen

In november meldde Le Soir dat in de Brusselse rand veel Franstalige crèches sluiten.

Ook in Brussel blijkt de situatie zorgwekkend. Door taalvereisten moeten sommige Kind&Gezin-crèches sluiten, terwijl tweetalige kinderverzorgsters schaars zijn.

Een overstap naar een ONE-erkenning zou een oplossing zijn, maar de normen (bv. oppervlakte) verschillen, waardoor dit vaak niet haalbaar is.

Een meer uitgebreide nota met concrete voorstellen zal binnenkort aan het kabinet Lescrenier worden bezorgd.

Andere landen, zoals Duitsland, hebben dankzij politieke wil vooruitgang geboekt op vlak van kinderopvang. In België wenden gezinnen zich soms noodgedwongen tot niet-erkende opvang, met alle risico's van dien.

Geachte heer raadslid, ik hoop uw vragen hiermee voldoende te hebben beantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 25 april 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Éloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.04.25

#Objet : Question orale de Monsieur Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre) : gestion de certains cas de divorce par l'Officier de l'État Civil #

Séance publique

Secrétariat

M. le Président,

Mme la Bourgmestre, mesdames et messieurs les échevins,
cher public, cher collègue

Plusieurs journaux ont rapporté la volonté de la Ministre de la Justice d'autoriser légalement les officiers de l'état civil à acter les divorces par consentement mutuel si aucun enfant mineur n'est concerné. Cette mesure viserait à désengorger les tribunaux, sujet pour lequel l'État Belge a été de nombreuses fois condamné au niveau européen.

S'il est louable de vouloir décharger des tribunaux encombrés, de permettre aux juges de se concentrer sur les cas les plus complexes, et réduire le délai d'attente (qui est d'environ 8 mois pour un divorce), ceci ne peut se faire sans transfert de moyens ni sans être attentif à ce que les fonctionnaires concernés ait toute la compétence pour effectuer ces tâches.

J'aimerais dès lors vous poser les questions suivantes :

- Avez-vous une idée du calendrier de la mise en place de cette mesure ?
- Quelles seront les modalités pratiques de tels divorces ?
- Des protections juridiques sont-elles prévues pour s'assurer que toutes les parties ont bien été informées de leurs droits (par exemple de pension alimentaire), par exemple via la consultation de juristes ?
- Pouvez-vous estimer le surcroît de charge de travail que cela représentera pour la commune ?
- Cette mesure nécessitera-t-elle l'aménagement d'un espace spécifique au sein de l'administration communale ?
- Quelle formation sera dispensée aux agents communaux pour assumer cette nouvelle mission ?
- Une quelconque compensation est-elle prévue de la part du Fédéral pour aider les communes à faire face à ce report de charge ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

- **Réponse de Madame Éloïse Defosset, Échevine**

Monsieur le conseiller,

Je vous remercie pour votre question qui aurait pu me permettre de faire le point sur la question de savoir si le divorce sans juge sera bientôt autorisé en Belgique mais, je n'ai hélas pas plus d'informations que celles reprises dans la presse.

Ni moi ni l'administration n'avons reçu de notification officielle (ni même officieuse) à ce sujet.

Je n'en sais donc pas beaucoup plus à ce stade, si ce n'est que la ministre de la Justice a confirmé dans sa note d'orientation politique présentée à la Chambre ce 18 mars 2025, son intention d'autoriser légalement le divorce extrajudiciaire.

Ce texte indique que : je cite « *Le droit et la Justice doivent aussi s'adapter à l'évolution sociétale de l'augmentation du nombre de divorces. Dans un souci également de désengorger les tribunaux, nous autoriserons légalement les Officiers de l'État Civil à acter légalement un divorce par consentement mutuel sur la base d'un accord réciproque préalablement rédigé par un avocat ou un notaire, à la condition qu'il n'y ait pas d'enfant mineur dont la situation doit pouvoir être appréciée par un juge.* »

Je suppose donc que l'Officier de l'État Civil actera les divorces sur base de ces accords de divorces rédigés par un avocat ou un notaire qui aura préalablement informé leurs clients de leurs droits.

L'idée n'est pas neuve.

En 2022, une proposition de loi instaurant la possibilité de faire constater le divorce pour cause de désunion irrémédiable par l'Officier de l'État Civil, avait été déposée à la Chambre. Cependant, le GAPEC en particulier, le Groupement des Agents des services Population et État Civil de Wallonie, avait épinglé de nombreux problèmes techniques.

Le Conseil d'État avait également refusé d'émettre un avis approfondi tant que le texte n'était pas mieux formulé. Si cela vous intéresse, je peux vous envoyer le rapport d'audition des experts qui avaient été entendus à ce sujet en commission de la justice de la Chambre le 8 mars 2022.

Cette proposition de loi n'a donc finalement pas abouti sous la précédente législature. Reste à voir maintenant comment la nouvelle proposition sera formulée.

Personnellement, je n'ai pas de souci à traiter ces matières qui relèvent de l'État Civil. Oui, les guichets sont aménagés pour pouvoir accueillir aussi ce type de demandes.

Même si la matière se complexifie de plus en plus, je suis certaine que nos agents sont capables d'établir les actes de divorce et de les intégrer, comme n'importe quel autre acte d'État Civil, dans la BAEC.

Toutefois, je vous rejoins, il est indispensable alors que l'on nous mette les moyens à disposition pour ce faire. J'entends par là, la subvention d'au moins un temps plein supplémentaire.

Même s'il est difficile d'estimer le nombre de divorces concernés, le Fédéral vient de nous transférer, depuis mai 2023, la compétence d'octroi (ou pas) des nationalités belges. Le Parquet ne vérifie plus que la bonne vie et mœurs des individus mais la gestion et l'analyse de ces dossiers, qui doivent respecter une série de conditions, relèvent bien désormais de la responsabilité des Officiers de l'État Civil. Cela représente déjà une charge de travail supplémentaire pour mes services. Nous transférer en plus, la compétence en matière de divorces, ne ferait que nous surcharger davantage et finalement, cette masse de travail que subissent les juges du Tribunal de la Famille et que je ne peux quantifier, ne serait que déplacée sur les communes. J'attends donc un effectif subsidié supplémentaire.

Pour le reste, je ne peux hélas pas répondre plus précisément à vos autres questions.

C'est une affaire à suivre...

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 25 avril 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Éloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira,
Gemeenteraadsleden ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.04.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre): beheer van bepaalde echtscheidingszaken door de ambtenaar van de burgerlijke stand #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester, Dames en heren Schepenen, Geachte publiek, beste collega,

Verschillende kranten hebben bericht over de wens van de Minister van Justitie om de burgerlijke standambtenaren legaal toe te staan om echtscheidingen op basis van wederzijds akkoord vast te leggen, mits er geen minderjarig kind bij betrokken is. Deze maatregel zou erop gericht zijn de rechtbanken te ontlasten, een onderwerp waarvoor de Belgische Staat herhaaldelijk door Europa is veroordeeld.

Hoewel het prijzenswaardig is om de rechtbanken te ontlasten, rechters in staat te stellen zich te concentreren op de complexere zaken en de wachttijd (die ongeveer 8 maanden bedraagt voor een echtscheiding) te verkorten, kan dit niet gebeuren zonder een overdracht van middelen en zonder ervoor te zorgen dat de betrokken ambtenaren de nodige deskundigheid hebben om deze taken uit te voeren.

Ik zou u dan ook de volgende vragen willen stellen:

- Heeft u een idee van de tijdslijn voor de implementatie van deze maatregel?
- Wat zullen de praktische modaliteiten zijn voor dergelijke echtscheidingen?
- Zijn er juridische bescherming voorzien om ervoor te zorgen dat alle partijen goed geïnformeerd zijn over hun rechten (bijvoorbeeld alimentatie), bijvoorbeeld via raadpleging van juristen?
- Kunt u de bijkomende werkbelasting voor de gemeente inschatten?
- Zal er een specifieke ruimte binnen de gemeentelijke administratie moeten worden ingericht voor deze maatregel?
- Welke opleiding wordt er voorzien voor de gemeentelijke ambtenaren om deze nieuwe taak op zich te nemen?
- Is er enige compensatie voorzien van de federale overheid om de gemeenten te helpen met deze lastenverzwaring?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

- **Antwoord van mevrouw Éloïse Defosset, Schepen**

Geachte heer raadslid,

Dank u voor uw vraag, die mij in de gelegenheid stelde om stil te staan bij de kwestie of een echtscheiding zonder tussenkomst van een rechter binnenkort in België mogelijk zal zijn. Helaas beschik ik over niet meer informatie dan wat reeds in de pers werd vermeld.

Noch ikzelf, noch de administratie hebben enige officiële (of zelfs officieuze) kennisgeving over dit onderwerp ontvangen.

Ik weet dus op dit moment niet veel meer, behalve dat de minister van Justitie in haar beleidsnota die zij op 18 maart 2025 in de Kamer heeft voorgesteld, haar intentie heeft bevestigd om buitengerechtelijke echtscheidingen wettelijk toe te staan.

In deze tekst staat, en ik citeer: "Ook het recht en Justitie moeten zich aanpassen aan de maatschappelijke evolutie van het toenemend aantal echtscheidingen. Om ook de rechtbanken te ontlasten, zullen we het wettelijk toestaan dat ambtenaren van de Burgerlijke Stand een echtscheiding door onderlinge toestemming vaststellen, op basis van een voorafgaand akkoord dat door een advocaat of notaris is opgesteld, op voorwaarde dat er geen minderjarige kinderen zijn van wie de situatie door een rechter moet kunnen worden beoordeeld."

Ik neem dus aan dat de ambtenaar van de Burgerlijke Stand echtscheidingen zal registreren op basis van deze door een advocaat of notaris opgestelde akkoorden, waarbij cliënten vooraf zijn geïnformeerd over hun rechten.

Het idee is niet nieuw.

In 2022 werd er reeds een wetsvoorstel ingediend dat de mogelijkheid voorzag voor ambtenaren van de Burgerlijke Stand om een echtscheiding wegens onherstelbare ontwrichting vast te stellen. Maar onder meer het GAPEC, de Groepering van Bevolkings- en Burgerlijke Standambtenaren van Wallonië, had toen talrijke technische problemen gesignaleerd.

Ook de Raad van State had geweigerd om een diepgaand advies te geven zolang de tekst niet beter was uitgewerkt. Indien u dat wenst, kan ik u het verslag van de hoorzitting van de experts die op 8 maart 2022 in de Commissie Justitie van de Kamer werden gehoord, bezorgen.

Dat wetsvoorstel werd uiteindelijk onder de vorige legislatuur niet aangenomen. Het is nu afwachten hoe het nieuwe voorstel precies zal worden geformuleerd.

Wat mij persoonlijk betreft, ik heb geen bezwaar tegen het behandelen van dergelijke materies die tot de bevoegdheden van de Burgerlijke Stand behoren. Onze loketten zijn ook uitgerust om dit soort aanvragen te ontvangen.

Hoewel het onderwerp steeds complexer wordt, ben ik ervan overtuigd dat onze medewerkers in staat zijn om echtscheidingsakten op te stellen en ze net zoals andere akten van de Burgerlijke Stand op te nemen in het BAEC.

Ik deel echter uw mening dat we de nodige middelen moeten krijgen om dit te kunnen doen. Daarmee bedoel ik minstens de subsidiëring van één voltijdse functie extra.

Hoewel het moeilijk is om het aantal betrokken echtscheidingen in te schatten, heeft de Federale overheid ons sinds mei 2023 ook de bevoegdheid overgedragen om te beslissen over de toekenning (of weigering) van de Belgische nationaliteit. Het parket controleert enkel nog het gedrag van de personen, maar het beheer en de analyse van deze dossiers – die aan een reeks voorwaarden moeten voldoen – behoren nu volledig tot de verantwoordelijkheid van de ambtenaren van de Burgerlijke Stand. Dit betekent reeds een extra werklast voor mijn diensten. Als we daarbovenop ook de bevoegdheid inzake echtscheiding zouden krijgen, zou dit onze diensten nog meer belasten. Uiteindelijk zou de werklast die momenteel op de familierechters rust – en die ik niet kan kwantificeren – eenvoudigweg op de gemeenten worden afgewenteld. Ik verwacht dus bijkomende gesubsidieerde personeelsmiddelen.

Voor het overige kan ik helaas niet preciezer antwoorden op uw andere vragen.

Het is een dossier dat we verder moeten opvolgen...

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 25 april 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elôise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, *Conseillers
communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin·e* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.04.25

**#Objet : Question orale de Madame Emmanuelle Poznanski (PS) : collectes hebdomadaires des
déchets ménagers #**

Séance publique

Secrétariat

Madame La Bourgmestre,
Monsieur Le Présidente,
Mesdames et Messieurs les échevins,
Chers collègues,

Depuis plusieurs mois, les habitants et habitantes de certains quartiers d'Auderghem, principalement les
quartiers où se concentrent les grands immeubles de logements se plaignent de la présence massive,
regroupés en tas de sacs poubelles sur les trottoirs avant les collectes hebdomadaires.

Cette situation soulève plusieurs problèmes préoccupants :

1. Un problème de qualité de vie : Malgré les horaires de dépôt règlementaires, beaucoup d'habitantes et
habitants préfèrent sortir leurs poubelles en quittant leur domicile le matin. Une pratique qui peut
sembler compréhensible lorsque l'on jongle avec des horaires chargés liés au travail et avec ses
enfants, mais qui engendre, en conséquence, l'accumulation de véritables "montagnes" de sacs au pied
des grands immeubles, notamment sur l'avenue Lebon. Ces amoncellements dégradent l'espace public
pendant plus de 24 heures et nuisent au cadre de vie des riveraines et riverains.
2. Une augmentation de la population des renards en ville : Le centre de soins pour la faune sauvage
observe une augmentation spectaculaire des renards à Bruxelles : 21 recueillis en 2015 contre 102 en
2024. Cette prolifération est directement liée à la disponibilité de nourriture en milieu urbain, dont les
sacs-poubelles sont une source abondante. Pour protéger cette espèce et éviter qu'elle ne soit
requalifiée en "nuisible" avec des mesures de destruction à la clé (et c'est le centre de soin qui le dit),
il est essentiel d'agir sur l'une des causes principales : l'accès facile aux déchets et restes alimentaires.
3. Un enjeu de santé publique : Ces mêmes renards peuvent être porteurs de maladies transmissibles
(telles que la gale), posant ainsi un risque sanitaire pour la population.

Nous sommes bien conscients que le ramassage des déchets ménagers est de la compétence du Bruxelles-
Propreté, soit la Région. Il n'empêche que la commune peut faire des propositions et mettre en place des
solutions adaptées. De plus la propreté dans les rues d'Auderghem relève directement de compétences
communales.

Dès lors, quelles actions concrètes envisagez-vous pour répondre à ces problématiques ?

Quelles mesures comptez-vous appliquer pour faire respecter les horaires de dépôts des sacs poubelles en espace public ?

Je vous remercie pour vos réponses et pour l'attention que vous porterez à cette question essentielle pour le bien-être quotidien dans nos quartiers.

Emmanuelle Poznanski

Cheffe de groupe PS – Auderghem

• **Réponse de Matthieu Pillois, Échevin**

Madame la conseillère,

Votre question met en lumière une problématique bien identifiée par nos services, à laquelle nous accordons une attention constante : celle de la gestion des déchets et de la propreté publique, notamment aux abords des grands ensembles de logements.

Vous le soulignez à juste titre : ces situations engendrent des désagréments pour les riverains, tant sur le plan du cadre de vie que sur les plans sanitaire et environnemental. Je tiens à vous rassurer : nous avons pleinement conscience de ces enjeux et agissons quotidiennement, dans le cadre de nos compétences, pour y répondre de manière structurée.

Concernant les grands immeubles, ils sont aujourd'hui très majoritairement dépourvus de conciergerie. Le rôle de sortie des poubelles est donc souvent assumé par des sociétés privées d'entretien, qui interviennent durant leurs horaires de travail, et donc généralement en dehors des plages de dépôt réglementaires. À cela s'ajoute une contrainte d'infrastructure : de nombreux immeubles ne disposent pas de locaux adaptés au stockage de conteneurs, ce qui rend difficile le respect strict des consignes et la protection efficace des déchets. La collecte hebdomadaire unique, décidée par la Région bruxelloise, a pour effet de concentrer un volume important de sacs à un moment donné, ce qui accentue visuellement leur présence sur la voie publique. Par ailleurs, certaines tournées sont devenues nocturnes – c'est le cas par exemple sur la chaussée de Wavre – avec un horaire de sortie des sacs très restreint et qui ne convient pas à de nombreuses situations des habitants. Nous avons d'ailleurs, comme l'ensemble de la Conférence des Bourgmestres, interpellé à de nombreuses reprises le Ministre bruxellois de la Propreté sur les risques que comportait sa réforme de la collecte des déchets. Malheureusement, nous n'avons pas été entendus et devons désormais gérer les conséquences d'une réforme décidée trop rapidement.

Face à cette réalité, la commune d'Auderghem agit de manière constante. Nous avons fait de la propreté une priorité. Nos voiries sont nettoyées 7 jours sur 7 par nos équipes de balayeurs, appuyées par des « Gloutons » (aspirateurs de voirie mobiles). Nous disposons aussi d'une équipe d'intervention rapide, active quotidiennement. Une permanence est également assurée le week-end afin de vider les poubelles publiques qui débordent et d'évacuer les éventuels dépôts clandestins. Nous remplaçons aussi nos poubelles publiques par de nouveaux modèles équipés de cendriers.

Conscients que la prévention est essentielle, nous avons distribué gratuitement plus de 2.000 poubelles rigides, pour éviter que les sacs soient éventrés par des animaux, notamment les renards, dont la population est effectivement en hausse. Nous avons également mis en place un point de distribution de conteneurs orange – destinés aux déchets alimentaires – au sein de la Voirie communale, pour les habitants ne disposant pas de moyen de transport pour se rendre au Recypark. Ces conteneurs permettent de stocker les déchets organiques dans de meilleures conditions et de réduire l'attractivité des sacs pour la faune. La commune a aussi distribué ces différentes poubelles rigides lors de plusieurs événements communaux.

Chaque jour de collecte, nos services interviennent dans la même journée pour inspecter l'état de propreté des voiries. Lorsqu'un problème de salubrité ou un dépôt persistant est constaté, il est signalé à l'agent de proximité de Bruxelles-Propreté. Lorsque cela s'avère nécessaire, et pour éviter une dégradation prolongée de la situation – ce qui est très souvent le cas –, la commune intervient directement, même si la compétence première en matière de ramassage des déchets ménagers relève de la Région. Nous avons d'ailleurs investi dans du nouveau matériel pour pallier les manquements quotidiens de Bruxelles-Propreté.

En parallèle, nous poursuivons un travail de sensibilisation auprès de la population : marquages au sol devant les immeubles, distribution de cendriers portables, campagnes ciblées dans les quartiers et présence régulière des Gardiens de la Paix, qui dialoguent avec les riverains et, le cas échéant, rappellent la réglementation et/ou in fine verbalisent. Des caméras de surveillance mobiles sont également utilisées pour lutter contre les dépôts clandestins dans certains points sensibles.

Il est important de rappeler que la collecte des déchets, ses horaires, la fréquence des tournées, ou encore les types de sacs ou de conteneurs autorisés relèvent intégralement de la compétence de Bruxelles-Propreté. Cela limite l'autonomie d'action de la commune, même si nous restons vigilants et réactifs. Contrairement à ce que vous avancez, le nettoyage des voiries n'est pas uniquement à charge de la commune, mais relève de la responsabilité du gestionnaire de voirie : la commune pour les voiries communales, la Région pour les voiries régionales. Auderghem défend depuis de nombreuses années le principe d'un transfert de cette compétence vers les communes, accompagné des moyens humains et financiers nécessaires. La commune, de par sa proximité avec le terrain, est en effet plus à même d'agir rapidement et efficacement, en lien direct avec les habitants et les réalités locales. Cela permettrait aussi une plus grande clarté sur les responsabilités de chaque intervenant en matière de propreté.

Par ailleurs, avec ma casquette d'Échevin de l'Urbanisme, je tiens à souligner que nous intégrons cette problématique dans les projets de rénovation ou de construction d'immeubles à appartements. Nous veillons systématiquement à ce que ceux-ci soient désormais équipés de locaux à poubelles fonctionnels, permettant l'usage de conteneurs rigides adaptés, afin d'éviter que de nouveaux immeubles ne se retrouvent sans solution appropriée de gestion des déchets.

Enfin, au-delà de ce qui est déjà mis en place et que nous poursuivrons, nous préparons également de nouvelles actions pour renforcer la propreté publique à Auderghem. Nous souhaitons notamment :

- Intensifier la lutte contre les dépôts clandestins par l'extension du réseau de caméras de surveillance et en exigeant l'enfouissement progressif des bulles à verre restantes, pour plus d'esthétique et moins de nuisances ;
- Mettre en place des collectes d'encombrants par quartier, en partenariat avec Bruxelles-Propreté, afin d'éviter que ces objets ne soient abandonnés dans l'espace public.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu Pillois

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 25 avril 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elôïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira,
Gemeenteraadsleden ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.04.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Emmanuelle Poznanski (PS): wekelijkse huisvuilophaling #

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester,
Mijnheer de Voorzitter,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,

Sinds meerdere maanden klagen de bewoners van bepaalde wijken in Oudergem – vooral de wijken met grote appartementsgebouwen – over de massale aanwezigheid van in hopen verzamelde vuilniszakken op de trottoirs vóór de wekelijkse ophalingen.

Deze situatie roept meerdere verontrustende problemen op:

1. Een probleem van levenskwaliteit: Ondanks de reglementaire uren voor het buitenzetten van vuilnis, kiezen veel bewoners hun vuilniszakken 's ochtends buiten te zetten wanneer ze hun woning verlaten. Dit gedrag is begrijpelijk gezien de drukke werk- en gezinsverplichtingen, maar leidt tot ware “bergen” vuilniszakken aan de voet van grote gebouwen, met name op de Lehonlaan. Deze ophopingen ontsieren de openbare ruimte gedurende meer dan 24 uur en schaden de leefomgeving van de buurtbewoners.
2. Een toename van de vossenpopulatie in de stad: Het opvangcentrum voor wilde dieren meldt een spectaculaire stijging van het aantal vossen in Brussel: 21 opgevangen in 2015 tegenover 102 in 2024. Deze toename houdt rechtstreeks verband met de beschikbaarheid van voedsel in stedelijke gebieden, waarbij vuilniszakken een overvloedige voedselbron vormen. Om deze soort te beschermen en te vermijden dat ze als “schadelijk” wordt bestempeld met mogelijke vernietigingsmaatregelen tot gevolg (zoals het opvangcentrum zelf aangeeft), is het essentieel om een van de belangrijkste oorzaken aan te pakken: de gemakkelijke toegang tot afval en voedselresten.
3. Een kwestie van volksgezondheid: Deze vossen kunnen drager zijn van overdraagbare ziektes (zoals schurft), wat een gezondheidsrisico vormt voor de bevolking.

We zijn ons ervan bewust dat de ophaling van huisvuil onder de bevoegdheid valt van Net Brussel, dus van het Gewest. Toch kan de gemeente voorstellen doen en passende oplossingen invoeren. Bovendien valt de netheid van de straten in Oudergem wel degelijk onder de gemeentelijke bevoegdheden.

Daarom:

Welke concrete acties overweegt u om deze problemen aan te pakken?

Welke maatregelen zult u toepassen om ervoor te zorgen dat de reglementaire uren voor het buitenzetten van vuilniszakken in de openbare ruimte worden nageleefd?

Ik dank u voor uw antwoorden en voor de aandacht die u zult besteden aan deze essentiële kwestie voor het dagelijks welzijn in onze wijken.

Emmanuelle Poznanski

Fractieleider PS – Oudergem

• **Antwoord van Matthieu Pillois, Schepen**

Mevrouw de gemeenteraadslid,

Uw vraag werpt terecht licht op een problematiek die door onze diensten goed gekend is en onze voortdurende aandacht krijgt: het beheer van afval en de openbare netheid, in het bijzonder in de omgeving van grote wooncomplexen.

U wijst er terecht op dat deze situaties hinder veroorzaken voor de buurtbewoners, zowel wat betreft de leefomgeving als op het vlak van volksgezondheid en milieu. Ik wil u geruststellen: we zijn ons ten volle bewust van deze uitdagingen en handelen dagelijks, binnen onze bevoegdheden, om hier op een gestructureerde manier op in te spelen.

Wat betreft de grote appartementsgebouwen: deze beschikken vandaag in de meeste gevallen niet meer over een conciërge. De taak om het afval buiten te zetten wordt dan vaak uitgevoerd door privé-onderhoudsbedrijven, die dit tijdens hun werkuren doen, doorgaans buiten de reglementaire afzeturen. Daarbovenop komt een infrastructuurprobleem: veel gebouwen beschikken niet over geschikte lokalen om containers te stockeren, wat het naleven van de richtlijnen en een efficiënte bescherming van het afval bemoeilijkt. De beslissing van het Brussels Gewest om slechts één wekelijkse ophaling te voorzien, zorgt ervoor dat er op een bepaald moment een grote hoeveelheid zakken op straat verschijnt, wat hun aanwezigheid in het straatbeeld visueel versterkt. Bovendien zijn sommige ophaalrondes nu 's nachts – zoals op de Waversesteenweg – met zeer beperkte tijdsloten voor het buitenzetten van het afval, die vaak niet haalbaar zijn voor de bewoners. Samen met de Conferentie van Burgemeesters hebben we herhaaldelijk de Brusselse Minister van Netheid gewezen op de risico's van zijn hervorming van de afvalophaling. Helaas zijn we niet gehoord en moeten we nu omgaan met de gevolgen van een te snel doorgevoerde hervorming.

Ondanks deze situatie blijft de gemeente Oudergem niet bij de pakken zitten. Netheid is voor ons een prioriteit. Onze straten worden 7 dagen op 7 schoongemaakt door onze ploeg van straatvegers, bijgestaan door mobiele stofzuigers ("Gloutons"). We beschikken ook over een snelinterventieteam dat dagelijks actief is. In het weekend is er een permanentiedienst om overvolle openbare vuilnisbakken te legen en sluikstort op te ruimen. We vervangen bovendien onze vuilnisbakken door nieuwe modellen met geïntegreerde asbakken.

We zijn ons bewust van het belang van preventie. Daarom hebben we meer dan 2.000 stevige vuilnisbakken gratis verdeeld, om te voorkomen dat zakken door dieren – vooral vossen, die in aantal toenemen – worden opengescheurd. We hebben ook een verdeelpunt voor oranje containers – bedoeld voor voedselafval – opgezet in onze gemeentelijke dienst Wegen, voor bewoners zonder vervoermiddel naar het Recypark. Deze containers zorgen voor een betere opslag van organisch afval en verminderen de aantrekkelijkheid van zakken voor dieren. We hebben deze stevige vuilnisbakken ook uitgedeeld op verschillende gemeentelijke evenementen.

Op elke ophaaldag inspecteren onze diensten nog dezelfde dag de netheid van de straten. Wanneer een probleem van hygiëne of een hardnekkig afvalpunt wordt vastgesteld, wordt dit gemeld aan de buurtagent van Net Brussel. Indien nodig – wat vaak het geval is – grijpt de gemeente zelf in om een langdurige verslechtering van de situatie te vermijden, ook al is de ophaling van huishoudelijk afval een gewestelijke bevoegdheid. We hebben dan ook geïnvesteerd in nieuw materiaal om de dagelijkse tekortkomingen van Net Brussel op te vangen.

Tegelijk blijven we sensibiliseren: grondmarkeringen voor gebouwen, het uitdelen van draagbare asbakken, gerichte campagnes in wijken, en de regelmatige aanwezigheid van de Vredeswachten die met bewoners in dialoog gaan en, indien nodig, hen wijzen op de regelgeving of beboeten. Mobiele bewakingscamera's worden ook ingezet om sluikstort tegen te gaan op gevoelige plaatsen.

Het is belangrijk om te benadrukken dat de afvalophaling – inclusief de uurroosters, frequentie van de rondes en de toegestane zakken of containers – volledig onder de bevoegdheid van Net Brussel valt. Dit

beperkt de actieruimte van de gemeente, hoewel we waakzaam en reactief blijven. In tegenstelling tot wat u beweert, is het reinigen van de straten niet enkel de verantwoordelijkheid van de gemeente, maar van de wegbeheerder: de gemeente voor gemeentelijke wegen en het Gewest voor gewestwegen. Oudergem pleit al jaren voor een overdracht van deze bevoegdheid naar de gemeenten, samen met de nodige personele en financiële middelen. De gemeente, die dicht bij het terrein staat, is immers beter geplaatst om snel en doeltreffend op te treden, in direct contact met de bewoners en lokale realiteit. Dit zou ook meer duidelijkheid scheppen over de verantwoordelijkheden van elke betrokken partij op het vlak van netheid.

Verder, met mijn pet van Schepen van Stedenbouw, wil ik benadrukken dat we deze problematiek integreren in renovatie- of nieuwbouwprojecten van appartementsgebouwen. We zien er systematisch op toe dat deze voortaan uitgerust zijn met functionele afvalruimtes die het gebruik van aangepaste, stevige containers mogelijk maken, zodat nieuwe gebouwen niet zonder gepaste afvaloplossing komen te zitten.

Tot slot, naast alles wat reeds is ingevoerd en wat we blijven voortzetten, bereiden we ook nieuwe acties voor om de openbare netheid in Oudergem verder te versterken. We willen met name:

- De strijd tegen sluikstort opvoeren door het netwerk van bewakingscamera's uit te breiden en geleidelijk het ondergronds maken van glascontainers te eisen, voor meer esthetiek en minder overlast;
- In samenwerking met Net Brussel per wijk een ophaling van grofvuil organiseren, om te voorkomen dat deze objecten op het openbaar domein worden achtergelaten.

Ik hoop hiermee voldoende antwoord te hebben gegeven op uw verschillende vragen.

Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 25 april 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, *Conseillers
communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.04.25

**#Objet : Question orale de Monsieur Martin Willemart (MR-Les Engagés-VLD-CDV) : initiatives
ClassContact et Bednet #**

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins et Echevins,

Chers collègues,

Plusieurs écoles en Région bruxelloise, et certainement dans notre commune, accueillent des élèves qui, en raison d'une maladie de longue durée, se retrouvent dans l'incapacité de suivre une scolarité en présentiel.

S'il existe bien un enseignement spécialisé de forme 4 pour les enfants hospitalisés et/ou porteurs de handicaps physiques lourds, il n'existe actuellement aucun service pour les enfants atteints d'une maladie ou souffrant d'un traumatisme grave et qui ne peuvent pas suivre les cours dans l'enseignement ordinaire où ils sont inscrits pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Une initiative comme celle de l'ASBL ClassContact (pour les écoles francophones) ou celle de Bednet (pour les écoles néerlandophones) permet au jeune de rester en contact avec sa classe, ses camarades et les professeurs, favorisant ainsi la poursuite des apprentissages et entretenant le lien social indispensable à l'épanouissement du jeune. Sa réintégration scolaire est ainsi grandement facilitée.

Pour exemple, L'ASBL Class Contact met un ordinateur portable à la disposition du jeune et en installe un autre avec des caméras dans la classe. Le jeune peut ainsi assister aux cours en direct et poser des questions aux enseignants. Il profite gratuitement des services de l'ASBL durant toute la période d'absence de l'école. A l'initiative des Engagé-e-s, un montant de 200.000 euros a été inscrit dans le budget de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles pour soutenir cette ASBL.

En complément des services précieux offerts par l'EsPAS (Espace Prévention et actions scolaires) d'Auderghem, un recours à des initiatives comme celles de Class Contact peut véritablement aider à la réussite scolaire d'un jeune momentanément éloigné de l'école. Ces initiatives sont cependant peu connues et méritent d'être diffusées dans nos écoles et à un public plus large.

Mes questions sont les suivantes :

1. Le Collège communal est-il prêt à affirmer ou renouveler son engagement en faveur d'une éducation inclusive permettant aux élèves éloignés de l'école pour raison médicale de bénéficier d'un enseignement adapté à distance, en interaction avec leurs enseignants et camarades ?
2. Le Collège communal est-il disposé à mettre en place un dispositif pilote d'accompagnement numérique pour les élèves malades de longue durée dans les écoles communales d'Auderghem, en

complément des services offerts par l'EsPAS d'Auderghem et en s'appuyant sur différents partenaires afin que ces écoles puissent systématiquement recourir à ces solutions lorsqu'un élève en a besoin ?

3. Le collège communal est-il prêt à envoyer une communication aux écoles auderghemoises non-communales afin de les inviter à faire appel à des ASBL qui veillent à renforcer le lien entre les enfants malades et l'école ?
4. Le collège communal est-il prêt à encourager les directions d'écoles à sensibiliser les familles sur les dispositifs existants et à favoriser leur mise en place lorsqu'un élève est concerné ?
5. Le collège communal est-il prêt à assurer un suivi de cette initiative et à en évaluer l'impact, afin de proposer à terme une intégration structurelle de l'enseignement à distance pour les élèves concernés ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

• **Réponse de Madame Stéphanie Paulissen, Échevine**

Monsieur le Conseiller

Je vous remercie pour votre question qui me permet de réaffirmer que l'inclusion dans nos écoles est une de nos priorités, en ce compris les enfants éloignés de l'école pour raisons médicales.

Maintenir un lien pédagogique, social et affectif avec sa classe et ses enseignants est fondamental pour permettre à chaque l'enfant éloigné de continuer à apprendre, mais aussi à se sentir entouré, soutenu et reconnu. En outre, nous avons une responsabilité éducative pendant l'absence d'un élève, et nos équipes font leur maximum pour que cette période se passe au mieux, tant sur le plan scolaire que sur le plan humain. A ce jour, tous les cas d'absences de « longue durée » rencontrés ont été traités en ligne directe par nos équipes pédagogiques. Il s'agit davantage d'une organisation humaine pleine de bon sens et surtout de bonne volonté pour faire face aux difficultés vécues par ces enfants et leurs familles plutôt qu'une réponse structurelle et administrative.

Bien entendu, mettre en place un dispositif pilote est envisageable pour autant qu'il puisse faciliter la vie des familles et de l'enfant concerné et dans le respect des dispositions légales, notamment en matière de protection de la vie privée.

N'oublions pas que l'intérêt de l'enfant et son bien-être doit primer sur les démarches administratives. Nous nous devons de donner une réponse souple et adaptée aux besoins de l'enfant plutôt que de mettre en place un cadre certes de bonne intention mais trop strict et éventuellement contre-productif.

Il n'existe pas de solution unique : chaque enfant malade vit une situation singulière, qui demande une réponse sur mesure.

Plusieurs dispositifs complémentaires existent aujourd'hui pour accompagner la scolarité des enfants malades :

- Les écoles de type 5 (par ex. l'école Escalé à Saint-Luc ou l'école Robert Dubois à l'hôpital Saint-Pierre) offrent un enseignement spécialisé au sein des hôpitaux ou durant la convalescence, sur décision médicale. L'élève y est inscrit en parallèle de son école d'origine, qui reste compétente pour le suivi de sa scolarité ;
- L'École à l'Hôpital et à Domicile (francophone) et School & Ziekzijn (néerlandophone) proposent un accompagnement personnalisé à domicile, souvent à un rythme plus souple, assuré par des enseignants bénévoles ;

Comme vous le mentionnez, ClassContact (francophone) et Bednet (néerlandophone) offrent un accompagnement synchrone à distance, en interaction directe avec la classe. Ces dispositifs sont très efficaces quand l'état de santé le permet, mais peuvent s'avérer inadaptés en cas de grande fatigue ou de traitement lourd ;

Ces différents acteurs, bien que distincts, travaillent en complémentarité et poursuivent le même objectif : préserver le lien scolaire et social de l'élève malade.

Je ne vois pas d'obstacle à communiquer vers l'ensemble des écoles sur le territoire d'Auderghem afin de les sensibiliser à l'ensemble des dispositifs qui existent pour les accompagner dans de telles situations.

Nos directions connaissent déjà ces dispositifs. Nous veillerons bien entendu à ce que les directions disposent d'informations actualisées pour orienter rapidement les familles vers les bons relais. Nous encouragerons déjà activement les directions à informer les familles dès que celle-ci est confrontée à une

absence de longue durée pour raison médicale. Une bonne connaissance des dispositifs existants est la première condition pour que les familles puissent bénéficier de l'accompagnement le plus adéquat. Nous ne manquerons d'avoir un suivi attentif pour évaluer la pertinence et l'impact des dispositifs mis en œuvre le cas échéant. Nos équipes seront particulièrement attentives aux bonnes pratiques, aux freins éventuels rencontrés et aux pistes d'amélioration.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 25 avril 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira,
Gemeenteraadsleden ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.04.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mijnheer Martin Willemart (MR-Les Engagés-VLD-CDV):
acties ClassContact en Bednet #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester, dames en heren Schepenen,

Beste collega's,

Verscheidene scholen in het Brusselse Gewest, en zeker ook in onze gemeente, verwelkomen leerlingen die door een langdurige ziekte niet in staat zijn om fysiek naar school te gaan.

Hoewel er een type 4 buitengewoon onderwijs bestaat voor kinderen die in het ziekenhuis verblijven en/of met zware fysieke beperkingen kampen, is er momenteel geen dienst voor kinderen met een ziekte of ernstig trauma die gedurende meerdere weken of zelfs maanden geen lessen kunnen volgen in het reguliere onderwijs waarin ze zijn ingeschreven.

Een initiatief zoals dat van de vzw ClassContact (voor Franstalige scholen) of Bednet (voor Nederlandstalige scholen) laat jongeren toe om in contact te blijven met hun klas, hun medeleerlingen en hun leerkrachten, waardoor het leerproces voortgezet kan worden en de sociale band – essentieel voor de ontplooiing van de jongere – behouden blijft. De terugkeer naar school wordt hierdoor sterk vergemakkelijkt.

Zo stelt de vzw ClassContact een laptop ter beschikking van de jongere en installeert een ander toestel met camera's in de klas. De jongere kan zo de lessen live volgen en vragen stellen aan de leerkrachten. De diensten van de vzw zijn volledig gratis gedurende de hele afwezigheidsperiode. Op initiatief van Les Engagé-e-s werd een bedrag van 200.000 euro ingeschreven in de onderwijsbegroting van de Federatie Wallonië-Brussel om deze vzw te ondersteunen.

Als aanvulling op de waardevolle diensten die het EsPAS (Espace Prévention et Actions Scolaires) van Oudergem aanbiedt, kan een beroep op initiatieven zoals ClassContact de schoolcarrière van een tijdelijk afwezige jongere aanzienlijk ondersteunen. Deze initiatieven zijn echter weinig bekend en verdienen het om ruimer bekendgemaakt te worden in onze scholen en bij een breder publiek.

Mijn vragen zijn als volgt:

1. Is het College bereid om zijn engagement ten gunste van inclusief onderwijs te bevestigen of te hernieuwen, zodat leerlingen die om medische redenen afwezig zijn toch aangepast afstandsonderwijs kunnen volgen, in interactie met hun leerkrachten en klasgenoten?
2. Is het College bereid om een pilootproject op te zetten voor digitale begeleiding van langdurig zieke leerlingen in de gemeentelijke scholen van Oudergem, als aanvulling op de diensten van het EsPAS,

en in samenwerking met verschillende partners zodat deze scholen systematisch op deze oplossingen kunnen terugvallen wanneer een leerling ze nodig heeft?

3. Is het College bereid om een communicatie te versturen naar de niet-gemeentelijke scholen van Oudergem om hen aan te moedigen een beroep te doen op vzw's die het contact tussen zieke kinderen en de school versterken?
4. Is het College bereid om de schooldirecties aan te moedigen om gezinnen te sensibiliseren over de bestaande voorzieningen en hun implementatie te bevorderen wanneer een leerling hiermee geconfronteerd wordt?
5. Is het College bereid om deze initiatieven op te volgen en hun impact te evalueren, met het oog op een structurele integratie van afstandsonderwijs voor de betrokken leerlingen?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

• **Antwoord van mevrouw Stéphanie Paulissen, Schepen**

Geachte Raadslid,

Dank u voor uw vraag die mij de gelegenheid biedt om te herhalen dat inclusie in onze scholen een prioriteit is, ook voor kinderen die om medische redenen van school afwezig zijn.

Het behouden van een pedagogische, sociale en emotionele band met de klas en de leerkrachten is essentieel om elk afwezig kind te laten blijven leren, maar ook om zich omringd, ondersteund en erkend te voelen.

Bovendien hebben we een educatieve verantwoordelijkheid tijdens de afwezigheid van een leerling, en onze teams doen hun uiterste best om deze periode zo goed mogelijk te laten verlopen, zowel op schoolvlak als op menselijk vlak.

Tot nu toe zijn alle gevallen van 'langdurige afwezigheid' rechtstreeks behandeld door onze pedagogische teams. Het ging daarbij eerder om een menselijke organisatie vol gezond verstand en vooral goede wil om de moeilijkheden van deze kinderen en hun gezinnen het hoofd te bieden dan om een structureel of administratief antwoord.

Natuurlijk is het mogelijk om een pilootproject op te zetten, voor zover dit het leven van de betrokken kinderen en gezinnen vergemakkelijkt en met inachtneming van de wettelijke bepalingen, met name inzake privacybescherming.

We mogen niet vergeten dat het belang van het kind en zijn welzijn primeert boven administratieve procedures. We moeten een flexibele en aangepaste oplossing bieden aan de noden van het kind, eerder dan een goedbedoeld maar te strikt en mogelijk contraproductief kader in te voeren.

Er bestaat geen unieke oplossing: elk ziek kind zit in een unieke situatie, die vraagt om een gepersonaliseerd antwoord.

Er bestaan vandaag meerdere aanvullende voorzieningen om de schoolloopbaan van zieke kinderen te ondersteunen:

- Scholen van type 5 (bijvoorbeeld Escalé in Saint-Luc of de Robert Dubois-school in het Sint-Pietersziekenhuis) bieden buitengewoon onderwijs aan in ziekenhuizen of tijdens de revalidatie, op medische beslissing. De leerling is daar ingeschreven naast zijn oorspronkelijke school, die verantwoordelijk blijft voor de verdere schoolopvolging;
- L'École à l'Hôpital et à Domicile (Franstalig) en School & Ziekzijn (Nederlandstalig) bieden thuisonderwijs aan, vaak in een flexibel tempo en verzorgd door vrijwillige leerkrachten;

Zoals u vermeldt, bieden ClassContact (Franstalig) en Bednet (Nederlandstalig) synchroon afstandsonderwijs aan, met directe interactie met de klas. Deze oplossingen zijn zeer doeltreffend wanneer de gezondheidstoestand het toelaat, maar kunnen ongeschikt zijn bij zware vermoeidheid of intensieve behandelingen;

Deze verschillende actoren werken, hoewel verschillend, complementair en met hetzelfde doel: het behouden van de schoolse en sociale band van het zieke kind.

Ik zie geen bezwaar om alle scholen op het grondgebied van Oudergem aan te schrijven om hen bewust te maken van de bestaande voorzieningen ter ondersteuning in dergelijke situaties.

Onze directies kennen deze voorzieningen al. We zullen er natuurlijk over waken dat zij over actuele informatie beschikken om gezinnen snel te kunnen doorverwijzen naar de juiste hulp.

We moedigen de directies nu al actief aan om gezinnen te informeren zodra er sprake is van langdurige afwezigheid om medische redenen.

Een goede kennis van de bestaande systemen is de eerste voorwaarde om gezinnen de best passende begeleiding te bieden.

We zullen de initiatieven nauwgezet opvolgen om hun relevantie en impact te evalueren. Onze teams zullen bijzonder alert zijn op goede praktijken, eventuele obstakels en verbeterpunten.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 25 april 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Échevin-e*s ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, *Conseillers
communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.04.25

#Objet : Question orale de Monsieur Alan Lenget et de Madame Zora Molenberg Clerbaux (ECOLOGROEN) : prévention des dynamiques de deal à Auderghem #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,
Chers collègues,

Auderghem fait face à des préoccupations récurrentes liées à la présence de points de deal dans plusieurs quartiers, notamment autour du Centre Culturel, du Shopping, de la chaussée de Wavre et de la Promenade verte. Suite à une question de la majorité au dernier conseil de police, le Chef de Corps a récemment évoqué une “vigilance accrue” sans qualifier ces zones de “hot spots”.

Les aspects répressifs sont nécessaires mais ils ne peuvent seul répondre à la situation.

Le nouveau procureur du Roi, qui avait fait de la répression son argument principal, crie déjà à l'escroquerie devant les fausses promesses de la coalition Arizona.

La prévention a donc un rôle encore plus essentiel face à ces dynamiques de deal qui s'installent dans les quartiers.

Les éducateurs de rue, acteurs et actrices de première ligne dans l'espace public, jouent un rôle stratégique dans la prévention des trafics, en désamorçant des dynamiques de rue et en développant l'accompagnement des jeunes vulnérables. Leur présence ciblée dans les zones sensibles a permis, dans d'autres communes bruxelloises, de réduire les tensions, d'occuper l'espace public positivement et de réorienter les jeunes vers des trajectoires constructives. In fine, réduire à portion congrue les zones de deal.

À Auderghem, la maison de la prévention nous semble disposer de travailleurs et travailleuses sociaux de rue. Cependant, nous nous interrogeons sur l'adéquation de leur action face aux enjeux concrets liés aux dynamiques de deal identifiés sur notre territoire et par extension aux assuétudes.

Nos questions sont les suivantes :

1. La prévention des dynamiques de deal est-elle clairement intégrée au mandat et aux priorités des éducateurs et éducatrices de rue ? Sont-ils spécifiquement mobilisés dans les zones sensibles identifiées ?
2. Quels sont les mécanismes de coordination entre les éducateurs de rue, les services de police, les gardiens de la paix et les autres acteurs et actrices sociales pour assurer une action préventive

cohérente et ciblée dans ces quartiers ?

3. Le Collège envisage-t-il un renforcement de ce dispositif, que ce soit en termes de formation, de présence dans l'espace public ou de redéfinition de missions, comme cela se fait dans d'autres communes ?

Nous vous remercions d'avance pour vos réponses.

Pour le groupe Ecolo-Groen,

Alan Lenglet

Zora Molenberg Clerbaux

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre**

Oui effectivement une équipe de travailleurs sociaux de rue est active au quotidien sur le terrain.

Mais comme le nom du service l'indique, nous faisons de la prévention donc notre stratégie en matière de prévention consiste à intervenir le plus en amont possible en proposant des alternatives légales attractives, telles que des jobs étudiants ou des projets construits autour des perspectives et des intérêts réels des jeunes car malheureusement lorsque les jeunes sont déjà impliqués fortement dans un processus de deal les gains financiers sont tels qu'il est extrêmement difficiles de les en sortir avec des éducateurs de rue.

Une autre stratégie -cela dépend du type de jeune à qui on a affaire, on travaille au cas par cas- réalisée par les agents sanctionneurs de prévention (donc pas les éducateurs cette fois) consiste à verbaliser le moindre comportement déviant (ex crachat, abandon de déchets...) pour faire entrer les jeunes dans un parcours de médiation qui permet d'éviter l'amende (sanction administrative communale) en étant conscientisé par un Travail d'intérêt général (TIG) par ex, d'entrer en contact avec la famille, de connaître le contexte familial etc... pour remettre le jeune sur les rails.

Par rapport à vos questions :

- La prévention des dynamiques de deal est-elle clairement intégrée au mandat et aux priorités des éducateurs et éducatrices de rue ? Sont-ils spécifiquement mobilisés dans les zones sensibles identifiées ?

Oui, trois fois oui : ce sont des priorités des éducateurs mais aussi des Gardiens de la paix, ils sont tous mobilisés dans les zones sensibles. Ils sont en contact avec les différents protagonistes et sensibilisent sur les risques liés aux consommations et au deal. Ils sont également présents pour les citoyens se sentant en insécurité. Les travailleurs sociaux de rue ainsi que les Gardiens de la paix se relaient pour agir chacun dans leurs rôles respectifs dans les zones sensibles.

- Quels sont les mécanismes de coordination entre les éducateurs de rue, les services de police, les gardiens de la paix et les autres acteurs et actrices sociales pour assurer une action préventive cohérente et ciblée dans ces quartiers ?

Il existe un comité de pilotage organisé par moi-même, réunissant la Police, le service Prévention (éducateurs de rue, Gardiens de la paix, SEMJA), la voirie (propreté publique) afin de coordonner les différentes interventions. Plus certains invités spécifiques en fonction des cas à traiter. (par exemple Bruxelles Environnement pour la Promenade du Chemin de Fer)

À cela s'ajoutent des réunions de terrain régulières entre les Gardiens de la paix et les Travailleurs Sociaux de Rue, ainsi que des contacts directs entre la Police et le service Prévention.

Un groupe WhatsApp spécifique au travail social de rue a également été mis en place. Il permet une coordination entre les acteurs de terrain (voirie, Croix-Rouge, Police, stewards, éducateurs, Travailleurs Sociaux de Rue, Gardiens de la paix, Bourgmestre) et une rapidité d'action tout en respectant la déontologie et le secret professionnel des éducateurs de rue.

Enfin, des rencontres entre la Police (agents de quartier, bikers, team school...), les stewards (service mobilité), les agents de la voirie et tous les représentants du service Prévention ont été organisées à 2 reprises en ce début d'année pour renforcer la collaboration et la connaissance des missions des autres afin d'améliorer la coordination des actions de terrain et maximiser les complémentarités.

- Le Collège envisage-t-il un renforcement de ce dispositif, que ce soit en termes de formation, de

présence dans l'espace public ou de redéfinition de missions, comme cela se fait dans d'autres communes ?

L'adaptation des missions des éducateurs aux nouvelles nuisances est continue, de même que la formation des travailleurs sociaux de rue sur les assuétudes, notamment via l'ASBL Transit, comme sur les mécanismes liés au deal. À titre d'exemple, la dernière formation suivie par l'équipe a eu lieu le 27/03 : « Deal de rue et consommations : échanger, comprendre et agir ensemble ».

Par ailleurs, nous disposons d'un référent assuétudes qui se forme de manière continue et participe aux plateformes assuétudes organisées par safe.brussels.

La présence sur le terrain (comme pour la police) est également renforcée dans les lieux sensibles. Pas plus tard que mardi, une réunion de suivi des actions coordonnées entre tous les acteurs pré-cités a été organisée à destination des commerçants de la chaussée de wavre (entre la promenade verte et le carrefour wavre/souverain) et le Prévention truck sera placé pour tout le quartier (commerces, riverains...) au mois de mai.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 08 mai 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elôise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira,
Gemeenteraadsleden ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.04.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Alan Lenglet en Mevrouw Zora Molenberg Clerbaux
(ECOLO-GROEN): preventie van drugshandel in Oudergem. #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Geachte leden van het College,
Beste collega's,

Oudergem wordt herhaaldelijk geconfronteerd met bezorgdheden over de aanwezigheid van dealpunten in verschillende wijken, met name rond het Cultureel Centrum, het winkelcentrum, de Waversesteenweg en de Groene Wandeling. Tijdens de laatste politieraad verwees de korpschef, naar aanleiding van een vraag van de meerderheid, naar een “verhoogde waakzaamheid”, zonder deze zones te bestempelen als echte “hotspots”.

Repressieve maatregelen zijn noodzakelijk, maar volstaan op zich niet om deze situatie het hoofd te bieden. De nieuwe procureur des Konings, die net op repressie zijn voornaamste speerpunt maakte, klaagt nu al over de valse beloften van de Arizona-coalitie.

Preventie speelt dan ook een des te crucialere rol bij het aanpakken van deze dealdynamieken die zich in de wijken nestelen.

Straathoekwerkers, als eerstelijnsactoren in de publieke ruimte, vervullen een strategische rol in de preventie van drugshandel. Zij kunnen spanningen op straat helpen ontmijnen en kwetsbare jongeren begeleiden. In andere Brusselse gemeenten heeft hun gerichte aanwezigheid in gevoelige zones geleid tot een vermindering van spanningen, een positieve herovering van de openbare ruimte en een heroriëntering van jongeren naar constructieve trajecten. Uiteindelijk heeft dit bijgedragen aan het terugdringen van dealzones.

In Oudergem lijkt het Preventiehuis te beschikken over straathoekwerkers. Toch stellen wij ons vragen over de afstemming van hun werk op de concrete uitdagingen die te maken hebben met de dealdynamieken op ons grondgebied — en bij uitbreiding met verslavingsproblematieken.

Onze vragen zijn als volgt:

1. Is de preventie van dealdynamieken expliciet opgenomen in het mandaat en de prioriteiten van de straathoekwerkers? Worden zij specifiek ingezet in de als gevoelig geïdentificeerde zones?
2. Welke coördinatiemechanismen bestaan er tussen straathoekwerkers, politiediensten, gemeenschapswachten en andere sociale actoren, om een coherente en gerichte preventieve aanpak in

deze wijken te verzekeren?

3. Overweegt het College een versterking van dit preventieve apparaat, hetzij via extra vorming, verhoogde aanwezigheid in de publieke ruimte, of een herdefiniëring van de opdrachten – zoals ook in andere gemeenten gebeurt?

Wij danken u alvast voor uw antwoorden.

Namens de fractie Ecolo-Groen,

Alan Lenglet

Zora Molenberg Clerbaux

• **Antwoord van Mevrouw Sophie de Vos, Burgemeester**

Ja, inderdaad is er dagelijks een team van straathoekwerkers actief op het terrein. Maar zoals de naam van de dienst aangeeft, doen wij aan preventie. Onze preventiestrategie bestaat erin zo vroeg mogelijk tussen te komen door aantrekkelijke, legale alternatieven aan te bieden, zoals studentenjobs of projecten die opgebouwd zijn rond de echte perspectieven en interesses van jongeren. Want helaas, wanneer jongeren al diep verwickeld zijn in een dealproces, zijn de financiële opbrengsten vaak zo hoog dat het uiterst moeilijk is hen daaruit te halen met enkel straathoekwerkers.

Een andere strategie – afhankelijk van het type jongere waar we mee te maken hebben, want we werken geval per geval – wordt uitgevoerd door de sanctionerende preventieambtenaren (dus niet de straathoekwerkers deze keer). Zij kiezen ervoor om het kleinste afwijkende gedrag (zoals spuwen, zwerfvuil achterlaten...) te verbaliseren, om zo jongeren in een bemiddelingstraject te krijgen. Op die manier kunnen ze een gemeentelijke administratieve sanctie vermijden en bewustwording krijgen via bijvoorbeeld een taakstraf (gemeenschapsdienst), contact met de familie, inzicht in de familiale context enzovoort – met als doel de jongere weer op het juiste pad te brengen.

Wat betreft uw vragen:

- Is de preventie van dealdynamieken duidelijk geïntegreerd in het mandaat en de prioriteiten van de straathoekwerkers? Worden zij specifiek ingezet in de geïdentificeerde gevoelige zones?

Ja, drie keer ja: het is een prioriteit voor de straathoekwerkers, maar ook voor de Vredeswachten. Ze worden allemaal ingezet in de gevoelige zones. Ze zijn in contact met verschillende betrokkenen en sensibiliseren over de risico's verbonden aan consumptie en dealen. Ze zijn er ook voor burgers die zich onveilig voelen. De straathoekwerkers en de Vredeswachten lossen elkaar af en voeren elk hun rol uit in de gevoelige zones.

- Welke coördinatiemechanismen bestaan er tussen de straathoekwerkers, de politiediensten, de vredeswachten en andere sociale actoren om een samenhangend en gericht preventiebeleid in deze wijken te verzekeren?

Er bestaat een stuurgroep, georganiseerd door mezelf, waarin de politie, de preventiedienst (straathoekwerkers, vredeswachten, SEMJA), de dienst openbare reinheid samenkomen om de verschillende interventies te coördineren. Bijkomend kunnen specifieke genodigden worden uitgenodigd, afhankelijk van het geval (bijvoorbeeld Leefmilieu Brussel voor de Spoorwegbedding).

Daarnaast zijn er regelmatige terreinvergaderingen tussen de Vredeswachten en de Straathoekwerkers, evenals rechtstreekse contacten tussen de politie en de preventiedienst. Er is ook een specifieke WhatsApp-groep voor het straathoekwerk opgezet. Deze laat toe om te coördineren tussen terreinactoren (reiniging, Rode Kruis, politie, stewards, opvoeders, straathoekwerkers, vredeswachten, burgemeester) en om snel te reageren, met inachtneming van de deontologie en het beroepsgeheim van de straathoekwerkers.

Ten slotte zijn er begin dit jaar tweemaal ontmoetingen georganiseerd tussen de politie (wijkagenten, bikers, schoolteam...), de stewards (mobiliteitsdienst), de reinigingsdienst en alle vertegenwoordigers van de preventiedienst. Het doel daarvan is om de samenwerking en kennis van elkaars opdrachten te versterken, zodat de coördinatie van de acties op het terrein verbetert en de complementariteit wordt gemaximaliseerd.

- Overweegt het College een versterking van dit systeem, hetzij op het vlak van opleiding, aanwezigheid in de openbare ruimte of herdefiniëring van de opdrachten, zoals in andere gemeenten gebeurt?

De aanpassing van de opdrachten van de opvoeders aan nieuwe vormen van overlast is een doorlopend proces, net als de opleiding van straathoekwerkers over verslavingen, onder meer via de vzw Transit, evenals over mechanismen gelinkt aan het dealen. Als voorbeeld: de meest recente opleiding van het team vond plaats op 27/03: “Straatdeals en gebruik: uitwisselen, begrijpen en samen handelen”.

Bovendien hebben wij een referentiepersoon voor verslavingsproblematieken die voortdurend wordt bijgeschoold en deelneemt aan de platformen georganiseerd door safe.brussels. De aanwezigheid op het terrein (zoals bij de politie) wordt ook versterkt in gevoelige zones. Nog maar dinsdag vond er een opvolgvergadering plaats over de gecoördineerde acties, gericht aan de handelaars van de Waversesteenweg (tussen de Groene Wandeling en het kruispunt Waver/Vorstlaan), en in mei zal de Preventietruck worden ingezet voor de hele buurt (handelaars, bewoners...).

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 08 mei 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, *Conseillers
communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.04.25

#Objet : Question orale de Monsieur François Lebovy et de Madame Élise Willame (ECOLO-GROEN) : la sécurité pour les cyclistes #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames les Échevines et Messieurs les Échevins,
Chers collègues, Du 9 au 11 mai, aura lieu un festival culinaire au Boulevard du Souverain en face du Centre Culturel d'Auderghem. Ce festival est l'occasion de se délecter de nombreuses cuisines différentes. C'est un moment de convivialité qui fédère différents services de la Commune et qui rassemble les auderghemoises et auderghemois. Ce festival sera suivi d'autres festivités cet été.
Lors des dernières éditions, la piste cyclable qui passe par la berme centrale était touchée par les installations du festival. Des détours étaient alors proposés faisant passer les cyclistes par des rues moins sécurisées que les pistes cyclables. Rappelons que cet endroit d'Auderghem voit passer non seulement des cyclistes qui traversent la commune (en moyenne 1500 passages quotidiens) mais également beaucoup d'enfants et adolescents car il y a de nombreuses écoles dans les rues avoisinantes. À ces déviations pas toujours simples s'ajoute aussi la difficulté pour les cyclistes d'atteindre le festival et de pouvoir y laisser son vélo en sécurité. Il y avait été question lors de la précédente législature de pouvoir transformer une bande de circulation automobile en piste cyclable pour l'occasion. Une solution proposée dans un plan de Bruxelles Mobilité. Des associations de piétons et de cyclistes avaient été consultées à ce propos. Cette idée n'avait pas été retenue. Il nous semble que cela avait reçu un avis négatif de la zone de Police.
Nos questions sont les suivantes :

- Pour cette édition, quelles seront les solutions proposées pour préserver au mieux la piste cyclable lors de l'événement, de son installation et de la remise en place après celui-ci ?
- Quelles sont les aménagements pour permettre l'accessibilité de toutes et tous au festival ?
- Avez-vous eu l'occasion de réfléchir avec les piétons et cyclistes aux différentes solutions possibles ?
- Est-ce que le groupe de travail appelé « Commission Vélo » pourrait redevenir un groupe pour échanger à propos des aménagements susceptibles de toucher les piétons et cyclistes ?

Pour le groupe Ecolo-Groen,
François Lebovy

Elise Willame

• **Réponse de Madame Martine Maelschalek, Échevine**

Madame et Monsieur les Conseillers,

Je vous remercie de me permettre de faire le point sur cette question qui a déjà fait l'objet de nombreuses discussions.

La berme centrale du boulevard du Souverain devant la maison communale et le centre culturel est utilisée pour l'organisation d'un certain nombre d'événements destinés aux Auderghemoises et aux Auderghemois. Vous citez le Food Festival, j'évoquerai aussi les kermesses et l'apéro des habitants. En attendant une nouvelle place communale, l'endroit se prête particulièrement bien à l'installation de manèges et d'échoppes et à la circulation des badauds. A cette occasion, pour des raisons pratiques et/ou de sécurité, des solutions doivent évidemment être trouvées pour les occupants habituels de la berme centrale, qu'il s'agisse des usagers du parking ou des cyclistes.

Si les automobilistes sont invités à trouver un autre endroit pour se garer, un itinéraire « bis » balisé est prévu pour les cyclistes, par la rue Bassem et la rue Idiers. La déviation mise en place est un itinéraire cyclable régional (ICR4) et la rue Bassem est une rue cyclable permanente. Cette rue doit également être réasphaltée cette année, ce qui améliorera le confort des usagers.

La cellule mobilité de la commune et la zone de Police, qui ont mené une réflexion sur cette problématique, n'ont pas trouvé d'autre solution, sécurisée et raisonnable pour tous, que la mise en place de la déviation. Les déviations mises en place ont été approuvées par le Collège lorsque votre formation politique y siégeait.

Comme il s'y était engagé, le service Mobilité de la commune s'est assuré que le fléchage soit suffisamment clair tant en venant du rond-point du Souverain que du carrefour Herrmann-Debroux et il le fera avant chaque manifestation.

Pour les festivals et autres événements de courte durée, la fermeture de la piste cyclable de la berme centrale est malheureusement inéluctable car des échoppes sont installées sur tout le périmètre de la berme centrale. En ce qui concerne les kermesses, je vous rejoins sur le fait que lorsque la foire n'est pas en activité (la nuit et le matin), il n'y a aucune raison que la piste cyclable soit fermée. La solution, déjà mise en place les années précédentes, consiste à faire appel à l'aide des forains, et nous allons une nouvelle fois les sensibiliser cette année. Nous réfléchissons actuellement – nous avons eu une réunion à ce sujet pas plus tard que ce mardi – à un arrangement qui fonctionne et donne satisfaction à tous.

Nous réfléchissons également à une possibilité de proposer, pendant la durée des événements, des emplacements de parking vélos supplémentaires afin de permettre à chacun de se rendre aux festivités avec son moyen de transport.

Enfin, vous évoquez la fermeture d'une des bandes de circulation du boulevard du Souverain. Ce n'est pas d'actualité. Non seulement la Région n'a pas, à ce stade, procédé à un test des conséquences d'une telle fermeture, mais lors de ma première rencontre avec les représentants du Gracq, ces derniers m'ont clairement dit que ce n'était pas ce qu'ils demandaient. Sous la précédente mandature, lorsque votre formation siégeait dans la majorité, le Collège a d'ailleurs décidé de refuser la réduction du nombre de bandes de circulation sur le boulevard du Souverain pour y placer une piste cyclable temporaire.

Vous évoquez également la Commission « Mobilité ». Sachez qu'une réunion de cette Commission aura bien lieu avant les grandes vacances avec toutes les parties concernées : la commune, les usagers, la prévention, la sécurité routière, la police, ainsi que des représentants des différents partis représentés au Conseil communal. Vous aurez évidemment une confirmation officielle en temps utile, mais j'en profite déjà pour vous lancer l'invitation.

Madame et Monsieur les Conseillers, j'espère avoir répondu à vos questions.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 25 avril 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elôise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira,
Gemeenteraadsleden ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.04.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer François Lebovy en mevrouw Élise Willame (ECOLO-GROEN): veiligheid voor fietsers #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,

Van 9 tot 11 mei vindt er een culinair festival plaats op de Vorstlaan, tegenover het Cultureel Centrum van Oudergem. Dit festival is een gelegenheid om te genieten van diverse wereldkeukens. Het is een gezellig moment dat verschillende gemeentelijke diensten samenbrengt en de inwoners van Oudergem verenigt. In de zomer volgen nog andere festiviteiten.

Tijdens de vorige edities werd het fietspad op de middenberm van de laan ingenomen door installaties van het festival. Er werden omleidingen voorgesteld, maar deze leidden fietsers langs minder veilige straten dan de gebruikelijke fietspaden. Ter herinnering: dit deel van Oudergem telt gemiddeld 1.500 fietsers per dag, waaronder veel kinderen en jongeren, gezien het grote aantal scholen in de buurt.

Bovendien bemoeilijken deze omleidingen ook de bereikbaarheid van het festival per fiets, en is het niet evident om er een fiets veilig te kunnen stallen.

Tijdens de vorige legislatuur werd er gesproken over de mogelijkheid om een rijstrook voor auto's tijdelijk om te vormen tot een fietspad. Dit voorstel maakte deel uit van een plan van Brussel Mobiliteit. Fiets- en voetgangersverenigingen werden hierover geraadpleegd. Uiteindelijk werd het idee niet weerhouden — naar verluidt op basis van een negatief advies van de politiezone.

Onze vragen zijn als volgt:

- Welke oplossingen worden er dit jaar voorzien om het fietspad zoveel mogelijk te vrijwaren tijdens het festival, zowel bij de opbouw, tijdens het evenement als bij het afbreken?
- Welke voorzieningen worden getroffen om de toegankelijkheid van het festival voor iedereen te garanderen, inclusief voetgangers, fietsers en mensen met beperkte mobiliteit?
- Werd er overleg gepleegd met voetgangers- en fietsersverenigingen over de mogelijke oplossingen?
- Kan de werkgroep “Fietscommissie” opnieuw worden geactiveerd als forum om te overleggen over geplande inrichtingen die voetgangers en fietsers kunnen beïnvloeden?

Namens de Ecolo-Groen-fractie,
François Lebovy
Élise Willame

• **Antwoord van mevrouw Martine Maelschalck, Schepen**

Geachte mevrouw en meneer de raadsleden,

Hartelijk dank dat u mij de gelegenheid geeft om de stand van zaken toe te lichten over een kwestie die reeds aanleiding heeft gegeven tot talrijke discussies.

De middenberm van de Vorstlaan, ter hoogte van het gemeentehuis en het cultureel centrum, wordt gebruikt voor de organisatie van verschillende evenementen voor de inwoners van Oudergem. U verwijst naar het Food Festival; ik vermeld ook de kermissen en het buurtaperitief. In afwachting van een nieuw gemeenteplein leent deze locatie zich uitstekend voor het plaatsen van kermisattracties en kraampjes, evenals voor het rondwandelen van bezoekers.

Bij deze gelegenheden moeten er uiteraard om praktische en/of veiligheidsredenen oplossingen worden gevonden voor de gebruikelijke gebruikers van de middenberm, hetzij parkeerders, hetzij fietsers.

Terwijl automobilisten worden verzocht elders te parkeren, wordt er een omleidingsroute voor fietsers voorzien via de Bassemstraat en de Idiersstraat. Deze omleiding maakt deel uit van het gewestelijk fietsnetwerk (ICR4) en de Bassemstraat is een permanente fietsstraat. Deze straat zal dit jaar bovendien opnieuw geasfalteerd worden, wat het comfort van de gebruikers ten goede zal komen.

De mobiliteitscel van de gemeente en de politiezone, die zich over dit probleem hebben gebogen, hebben geen andere veilige en redelijke oplossing gevonden dan de omleiding. Deze omleidingen zijn goedgekeurd door het College op het moment dat uw politieke formatie daar deel van uitmaakte.

Zoals beloofd heeft de dienst Mobiliteit van de gemeente ervoor gezorgd dat de signalisatie voldoende duidelijk is, zowel komende van de rotonde van de Vorstlaan als van het kruispunt Herrmann-Debroux, en dit zal vóór elk evenement opnieuw gecontroleerd worden.

Bij festivals en andere kortlopende evenementen is het helaas onvermijdelijk dat het fietspad op de middenberm wordt afgesloten, aangezien er kraampjes over het hele terrein geplaatst worden.

Wat betreft de kermissen ben ik het met u eens dat, wanneer de kermis niet actief is ('s nachts en 's ochtends), er geen reden is om het fietspad afgesloten te houden. De oplossing die de afgelopen jaren al werd toegepast, bestaat erin een beroep te doen op de medewerking van de foorkramers, en we zullen hen ook dit jaar opnieuw sensibiliseren. We denken momenteel na – we hebben hierover nog afgelopen dinsdag vergaderd – over een regeling die voor iedereen werkbaar en bevredigend is.

We overwegen ook om tijdens de evenementen extra fietsenstallingen aan te bieden, zodat iedereen met zijn eigen vervoermiddel naar de festiviteiten kan komen.

Tot slot vermeldt u de mogelijke afsluiting van een van de rijstroken op de Vorstlaan. Dit is momenteel niet aan de orde. Niet alleen heeft het Gewest nog geen test uitgevoerd om de gevolgen van een dergelijke afsluiting te analyseren, maar bij mijn eerste ontmoeting met vertegenwoordigers van Gracq gaven zij duidelijk aan dat dit niet is wat zij vragen. Onder de vorige legislatuur, toen uw politieke formatie deel uitmaakte van de meerderheid, besliste het College overigens om de vermindering van het aantal rijstroken op de Vorstlaan met het oog op een tijdelijke fietspadconstructie te weigeren.

U verwijst ook naar de Commissie "Mobiliteit". Ik kan u bevestigen dat er voor de zomervakantie een vergadering van deze Commissie zal plaatsvinden, met alle betrokken partijen: de gemeente, de gebruikers, de dienst preventie, verkeersveiligheid, de politie, evenals vertegenwoordigers van de verschillende partijen die in de gemeenteraad zetelen. U zult uiteraard tijdig een officiële bevestiging ontvangen, maar bij deze nodig ik u alvast uit.

Geachte raadsleden, ik hoop dat ik uw vragen voldoende heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 25 april 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, *Conseillers
communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.04.25

#Objet : Question orale de Mesdames Zora Molenberg Clerbaux et Noémie Dekoninck (ECOLO-GROEN) : les contributions alimentaires non payées #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les membres du Collège et du Conseil,

Cher public,

Les violences économiques constituent une réalité encore trop méconnue, mais qui touche de nombreuses femmes, notamment après une séparation. Le non-paiement des contributions alimentaires plonge des milliers de familles monoparentales, majoritairement des mères, dans une situation de précarité.

Malgré l'existence de dispositifs comme Le Service des Créances Alimentaires (SECAL) qui assure le versement de contributions en cas d'impayés, près de la moitié des parents concernés ne perçoivent pas régulièrement ou jamais les contributions alimentaires qui leur sont dues et éprouvent des difficultés à enclencher des procédures pour les récupérer. Cette situation résulte d'un cumul de facteurs : complexité administrative, méconnaissance des droits et manque d'accès à des services adaptés. Ces lacunes institutionnelles renforcent les inégalités et maintiennent les victimes dans une dépendance économique, en majorité les femmes.

Face à ces obstacles, la ligue des familles conseille la mise en place d'un bureau communal dédié à la lutte contre les contributions alimentaires impayées. C'est une initiative pragmatique pour répondre aux besoins immédiats des citoyennes et citoyens. Ce bureau pourra jouer un rôle pivot en informant les citoyennes et citoyens sur leurs droits, en les guidant dans les démarches administratives, et en facilitant l'accès à des mécanismes comme le SECAL, la saisie par huissier ou la délégation de sommes.

Cette initiative contribuera à renforcer la protection des victimes et à prévenir la précarité liée au non-paiement des créances alimentaires. Ce bureau sera une ressource essentielle pour assurer une justice accessible et lutter contre les violences économiques de manière proactive.

Une large campagne d'information sur la création de ce service communal pourra également sensibiliser la population et instaurer une culture de responsabilisation autour des obligations financières liées à la séparation.

Pour le groupe Ecolo-Groen, même si ces dispositifs ne relèvent pas du niveau communal, il est essentiel de les relayer et de contribuer activement à la promotion de l'aide et à la sensibilisation aux droits.

Dans ce contexte, le groupe Ecolo-Groen souhaite poser les questions suivantes :

- Existe-t-il un service communal ou une collaboration avec des associations pour accompagner les parents dans leurs démarches auprès du SECAL ? Si pas, est-ce que la majorité pourrait l'envisager ?
- La commune envisage-t-elle des actions pour sensibiliser et informer les citoyennes et citoyens sur leurs droits en matière de contributions alimentaires et sur les dispositifs d'aide existants ?

Nous vous remercions pour vos réponses.

Pour le groupe Ecolo-Groen,

Zora Molenberg Clerbaux

Noémie Dekoninck

• **Réponse de Madame Stéphanie Paulissen, Échevine :**

Madame la conseillère,

Je vous remercie pour votre question.

Le service « Coordination sociale » situé à la Maison de la prévention et des Solidarités est un service justement dédié aux citoyens qui ont besoin d'aide dans leurs démarches administratives, qui octroie certains avantages sociaux pour les citoyens dans le besoin au travers d'aides naissance, chèques taxi, énergie pour les familles nombreuses, etc

Le service est donc doté d'une assistante sociale en charge sociale d'accompagner ou d'orienter les citoyens pour tout type de demande. Il s'agit d'un service de première ligne « généraliste » qui travaille en collaboration avec d'autres structures plus spécialisées si nécessaire.

Pour revenir à votre question relative aux contributions alimentaires, je vous confirme que notre assistante sociale a, entre autres, pour mission d'accompagner les parents dans toutes les démarches auprès du SECAL et d'en assurer le suivi.

Enfin, la majorité s'est prononcée clairement sur la nécessité d'apporter une aide particulière aux familles qui ne sont pas soutenues par le CPAS avec la création notamment d'un Guichet d'aide aux familles avec des ateliers dédiés particulièrement aux familles monoparentales. La sensibilisation de nos citoyens de leurs droits fondamentaux fait partie intégrante de nos priorités en matière d'action sociale (certainement ceux fragilisés par leur situation familiale).

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 25 avril 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira,
Gemeenteraadsleden ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.04.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouwen Zora Molenberg Clerbaux en Noémie Dekoninck
(ECOLO-GROEN): onbetaalde onderhoudsbijdragen #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester,
Geachte leden van het College en de Gemeenteraad,
Beste aanwezigen,

Economisch geweld is een realiteit die nog te weinig bekend is, maar die veel vrouwen treft, vooral na een scheiding. Het niet betalen van onderhoudsbijdragen brengt duizenden eenoudergezinnen – voornamelijk moeders – in een situatie van armoede.

Ondanks het bestaan van diensten zoals de Dienst voor Alimentatievorderingen (DAVO), die instaat voor de betaling van bijdragen in geval van wanbetaling, ontvangt bijna de helft van de betrokken ouders hun onderhoudsbijdragen niet regelmatig of zelfs nooit. Bovendien ondervinden ze moeilijkheden om procedures op te starten om die bedragen terug te vorderen. Deze situatie is het gevolg van een combinatie van factoren: administratieve complexiteit, onvoldoende kennis van rechten en gebrek aan toegang tot aangepaste diensten. Deze institutionele tekortkomingen versterken de ongelijkheid en houden slachtoffers, meestal vrouwen, in economische afhankelijkheid.

Om deze obstakels het hoofd te bieden, stelt de Gezinsbond voor om een gemeentelijk loket op te richten dat zich toelegt op de strijd tegen onbetaalde onderhoudsbijdragen. Dit is een pragmatisch initiatief dat inspeelt op de onmiddellijke behoeften van burgers. Dit loket zou een centrale rol kunnen spelen in het informeren van burgers over hun rechten, het begeleiden in administratieve procedures, en het vergemakkelijken van de toegang tot mechanismen zoals DAVO, loonbeslag of de delegatie van gelden.

Dit initiatief zou bijdragen aan een betere bescherming van slachtoffers en armoede als gevolg van onbetaalde onderhoudsbijdragen helpen voorkomen. Dit loket zou een essentiële hulpbron vormen om toegankelijke rechtvaardigheid te garanderen en economisch geweld proactief te bestrijden.

Een brede informatiecampagne over de oprichting van deze gemeentelijke dienst zou de bevolking kunnen sensibiliseren en bijdragen aan een cultuur van verantwoordelijkheid rond financiële verplichtingen na een scheiding.

Voor de Ecolo-Groen-fractie, ook al vallen deze instrumenten niet onder de bevoegdheid van de gemeente, is het belangrijk ze te ondersteunen en actief bij te dragen aan het bevorderen van hulp en het bewustmaken van rechten.

In dit kader stelt de Ecolo-Groen-fractie volgende vragen:

- Bestaat er een gemeentelijke dienst of een samenwerking met verenigingen om ouders te begeleiden in hun stappen richting DAVO? Indien niet, zou de meerderheid dit willen overwegen?
- Overweegt de gemeente acties om burgers te informeren en bewust te maken van hun rechten inzake onderhoudsbijdragen en van de bestaande hulpmechanismen?

Wij danken u voor uw antwoorden.

Namens de Ecolo-Groen-fractie,

Zora Molenberg Clerbaux

Noémie Dekoninck

• **Antwoord van mevrouw Stéphanie Paulissen, Schepen:**

Geachte mevrouw de gemeenteraadslid, Hartelijk dank voor uw vraag.

De dienst "Sociale Coördinatie", gevestigd in het Huis van Preventie en Solidariteit, is specifiek bedoeld voor burgers die hulp nodig hebben bij administratieve procedures. Deze dienst kent bepaalde sociale voordelen toe aan burgers in nood, zoals geboortetoeelagen, taxicheques, energiehulp voor grote gezinnen, enzovoort.

De dienst beschikt over een maatschappelijk werkster die de taak heeft om burgers te begeleiden of door te verwijzen bij allerlei soorten aanvragen. Het gaat om een eerstelijnsdienst met een algemene werking, die indien nodig samenwerkt met meer gespecialiseerde structuren.

Om terug te komen op uw vraag met betrekking tot alimentatiebijdragen, kan ik u bevestigen dat onze maatschappelijk werkster onder andere als opdracht heeft om ouders te begeleiden bij alle stappen richting de SECAL en ook instaat voor de opvolging ervan.

Tot slot heeft de meerderheid zich duidelijk uitgesproken over de noodzaak om specifieke hulp te bieden aan gezinnen die geen steun ontvangen van het OCMW, onder andere via de oprichting van een loket voor gezinsondersteuning, met ateliers die in het bijzonder gericht zijn op eenoudergezinnen. Het bewustmaken van onze burgers van hun fundamentele rechten maakt integraal deel uit van onze prioriteiten op het vlak van sociaal beleid (zeker voor diegenen die door hun familiale situatie verzwakt zijn).

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 25 april 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos